

REVUE DE PRESSE

Le 21 mai 2024

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *Médias*
sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de services
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

influence

IDÉES

III POLITIQUE QUEBÉCOISE

Pour une gauche au service des gens

Chaque pouce que j'ai pour aider les gens, je le prends. Mais je ne me fais pas d'illusions.

Gabriel Iadeau-Dubois

L'auteur et co-porte-parole de Québec solidaire et député de Gouin depuis 2017.

Je vous dois une confession. C'est vrai que je suis impatient. Je suis habité par un sentiment d'urgence que je ne peux plus cacher. Chaque jour depuis que je suis entré en politique, ce sentiment grandit.

Nos services publics sont en train de s'effondrer sous nos yeux. Privée d'amour depuis tellement longtemps, criblée d'inégalités, l'école publique échappe des enfants malgré le dévouement inouï du personnel. C'est le plus important ascenseur social que nous avons au Québec et il est carrément en panne. Le système de santé public, autrefois une grande fierté québécoise, est si malade qu'on est rendus à le payer en double : une fois sur nos impôts, une autre fois en allant au privé. J'en parle depuis des années, mais je ne suis pas entré en politique pour en parler. Je suis entré en politique pour agir.

Nous avons une crise climatique sur les bras. Il n'y a plus d'été sans que le ciel soit teinté d'orange parce que nos forêts brûlent. Nos récoltes sèchent ou pourrissent dans les champs, et des villages sont inondés par des crues d'une ampleur qu'on n'a jamais vue. Pourtant, malgré l'urgence, la CAQ ne trouve pas encore que le transport en commun fait partie de ses responsabilités ! Les Québécoises et les Québé-

De quoi on rêve ?

De choses bien terre à terre. De maisons et de logements à un prix juste, de salaires qui paient la carte de crédit, de bonnes écoles pour nos enfants, d'un système de santé qui nous soigne rapidement et gratuitement, d'une retraite digne pour nos parents. D'un peu plus de temps pour vivre.

cois se font dire de faire leur part par des gouvernements qui sont incapables de faire la leur. J'en parle depuis des années, mais je ne suis pas entré en politique pour en parler. Je suis entré en politique pour agir.

Ça fait sept ans que je suis député dans l'opposition. Il n'y a pas un jour qui passe sans que des gens cognent à la porte de mon bureau pour demander de l'aide. Une augmentation de loyer, un avis d'éviction, un frigo vide. Souvent, les trois à la fois. Mon équipe et moi faisons notre possible avec les moyens du bord. C'est possible d'aider la famille Benzai, victime d'une éviction particulièrement sauvage, à trouver un nouveau logement. C'est possible de redonner mon augmentation de salaire pour réparer la

chambre froide de la banque alimentaire du quartier. D'autres batailles se font au Parlement, comme celle de la loi Françoise David.

Chaque pouce que j'ai pour aider les gens, je le prends. Mais je ne me fais pas d'illusions.

L'an dernier, près d'un million d'entre nous, dont le tiers sont des enfants, ont eu recours à de l'aide alimentaire. Des mères de famille se présentent à nos assemblées sur le coût de la vie pour nous dire qu'elles ont beau travailler à temps plein, elles arrivent à peine à garder la tête hors de l'eau. Ça cogne de plus en plus souvent à la porte de mon bureau, et comme partout ailleurs, les moyens du bord ne répondent plus à la demande.

La gauche s'est battue pour créer les conditions de la classe moyenne au Québec. La sécurité matérielle des travailleurs et des travailleuses, c'est notre pain et notre beurre. Aujourd'hui, lorsque la classe moyenne fait ses comptes, elle se rend compte de sa



fragilité. Les Québécoises et les Québécois ont raison de s'inquiéter pour leur niveau de vie, et ce n'est jamais plus vrai que pour les jeunes de ma génération en pleine crise du logement. De quoi on rêve ? De choses bien terre à terre. De maisons et de logements à un prix juste, de salaires qui paient la carte de crédit, de bonnes écoles pour nos enfants, d'un système de santé qui nous soigne rapidement et gratuitement, d'une retraite digne pour nos parents. D'un peu plus de temps pour vivre.

C'est en recréant ces conditions, pas dans quinze, trente ou cinquante ans, que nous pourrions nous remettre à rêver collectivement. Que nos ancê-

tres soient débarqués d'un bateau il y a 400 ans ou que nos parents aient choisi le Québec quelques années avant notre naissance, nous ne sommes pas condamnés aux divisions que certains politiciens cultivent. Nous pouvons construire un pays ensemble.

Québec solidaire a 18 ans, l'âge de la majorité. Je suis persuadé que la majorité des gens partage notre désir de changement. Je suis persuadé que la majorité des gens partage nos valeurs de justice sociale, de respect de l'environnement, d'égalité entre les genres. Plaçons leurs préoccupations au cœur de notre projet politique. Mettons-nous à leur service. Choisissons nos combats et faisons la

preuve que nous serons capables de livrer la marchandise. C'est ce pragmatisme que la gauche doit se réapproprier.

Le Québec a essayé le Parti libéral, le Parti québécois et maintenant, la Coalition avenir Québec. Nous devons aux centaines de milliers de femmes et d'hommes qui ont voté pour ce parti différent, Québec solidaire, de faire la différence là où nous aurons les moyens de le faire : au gouvernement.

Mon sentiment d'urgence, je l'assume complètement. Partout à travers le monde, la gauche perd ses batailles. Chez nous, il est temps qu'elle se mette à gagner ses élections.

L'arachide mal aimée revient en classe

DAPHNÉE DION-VIENS
Le Journal de Québec

TROIS-PISTOLES | Depuis la rentrée, les noix, arachides et autres allergènes sont dorénavant permis dans les boîtes à lunch et collations des élèves de plusieurs écoles du Bas-St-Laurent, qui misent dorénavant sur la prévention plutôt que sur l'interdiction.

À l'école primaire Litalien, à Trois-Pistoles, l'enseignante Anny Charron est particulièrement vigilante au moment de la collation.

Elle s'assure que ses élèves de quatrième année restent à leur pupitre, plutôt que de les laisser circuler librement dans la classe.

Ceux qui sont allergiques vont se laver les mains au robinet, avant et après la collation, alors que des lingettes sont à la disposition des autres élèves qui restent dans la classe.

Les enfants qui pourraient avoir des allergènes dans leur collation, provenant d'un muffin cuisiné à la maison par exemple, vont aussi aller se laver les mains et rincer leur bouche après avoir mangé.

« En début d'année, j'avoue que ça m'inquiétait un peu, je me disais qu'au moins avec les interdictions, on avait un peu plus de prise là-dessus, raconte l'enseignante. Mais après, je me suis dit que dans la vraie vie, on ne peut pas tout contrôler. Ça va être une bonne chose. Par l'éducation, on

va arriver à les sensibiliser davantage. »

LA PANDÉMIE, UN LEVIER

Les mêmes règles s'appliquent le midi, au service de garde. La pandémie a beaucoup aidé à prendre ce virage puisque plusieurs habitudes, comme le lavage des mains et la désinfection des tables, étaient déjà bien implantées, raconte Marie-Diane Pelletier, la responsable du service de garde.

Il s'agit de mesures « plus simples » à mettre en place, puisque surveiller plus d'une vingtaine de boîtes à lunch le midi n'était pas toujours évident, raconte-t-elle. « Ça venait créer un faux sentiment de sécurité chez les parents », affirme M^{me} Pelletier.

VIRAGE DANS LE BAS-ST-LAURENT

Toutes les écoles du Centre de services scolaire du Fleuve-et-des-Lacs ont réintroduit les allergènes en début d'année, en collaboration avec les autorités régionales de santé publique.

D'autres centres de services de la région ont aussi emboité le pas.

Ils se sont inspirés des directives élaborées par Allergies Québec et de la Direction régionale de santé publique de Montréal, en vigueur depuis déjà plusieurs années.

Plus de 150 aliments peuvent causer des allergies, si bien qu'il est impossible de garantir un milieu sans allergène, fait-on valoir.

Certains enfants allergiques demeurent toutefois craintifs face à ces changements.

« Ça m'inquiète un peu », laisse tomber Alexis Gagnon, un élève de sixième année qui ne peut pas manger d'arachides.

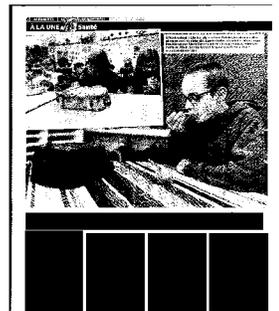
Or, il a été démontré que la présence d'une politique d'interdiction des allergènes à l'école n'a pas d'impact sur le nombre de réactions allergiques en milieu scolaire, indique le centre de services scolaire.

BIEN ACCUEILLIS

De son côté, la directrice de l'école Litalien, Jaimie Plourde, affirme que les parents d'enfants allergiques ont bien réagi à ces changements.

Une « minorité » d'entre eux ont eu besoin d'être rassurés, mais tout se déroule sans incident jusqu'à maintenant dans les sept écoles primaires sous sa direction, indique-t-elle.

« La clé, c'est la communication », lance M^{me} Plourde, qui est elle-même allergique aux arachides et tout à fait en accord avec cette façon de faire. « Pour moi, ça allait de soi. »



Pour le retour des noix à l'école

Des intervenants prônent l'éducation plutôt

que le bannissement des aliments allergènes

Interdire à l'école des allergènes comme les noix ou les arachides procure un faux sentiment de sécurité, déplorent parents et intervenants qui réclament la fin du bannissement dans les lunchs et une meilleure éducation.

HÉLOÏSE ARCHAMBAULT

Le Journal de Montréal

«Un bannissement, c'est une fausse sécurité. Ça n'a plus vraiment sa place en 2024 quand on a tellement de personnes allergiques», souligne Dominique Seigneur, porte-parole d'Allergies Québec.

Voilà environ 25 ans que des aliments (surtout les noix et les arachides) ont commencé à être bannis des écoles pour protéger les enfants allergiques. Encore aujourd'hui, une majorité d'écoles primaires les interdisent ou les déconseillent fortement, estime Allergies Québec. Évidemment, cette directive est un casse-tête pour les parents et les employés.

«C'était toute une *job* de vérifier les boîtes à lunch de tout le monde», avoue Marie-Diane Pelletier, responsable du service de garde de l'école primaire Litalien, à Trois-Pistoles, où on a réintroduit les allergènes depuis septembre.

Ce bannissement est paradoxal puisque tous les autres allergènes (lait, œufs, etc.) auxquels certains enfants peuvent avoir des réactions allergiques graves sont permis. Pour Allergies Québec, cette mesure mur à mur n'a aucun sens et doit être complètement révisée. On cite l'exemple de l'Ontario, où les allergènes sont tous permis.

«Il y a beaucoup d'isolement [d'enfants]. C'est triste parce que ce n'est pas nécessaire», dit M^{me} Seigneur.

DES PARENTS D'ACCORD

À noter que des établissements ont réintroduit les allergènes depuis quelques années.

Plusieurs parents d'enfants allergiques croient d'ailleurs qu'il serait beaucoup plus pertinent et sécuritaire d'éduquer les employés et les élèves aux bonnes pratiques : lavage de mains, reconnaissance des symptômes allergiques, respect du lunch, etc.

Mère d'un enfant aux multiples allergies, Jessy Ranger souligne aussi que plusieurs effets scolaires sont allergènes, comme la pâte à modeler (blé) ou la colle (œufs).

Pour protéger son garçon, elle s'implique beaucoup dans la classe.

«Je ne le fais pas juste pour mon enfant, c'est pour tout le monde. Et je sais que sinon, il n'y a personne qui va le faire. Ils ne savent pas, ce n'est pas de leur faute!» plaide-t-elle.

CHAQUE ÉCOLE EST RESPONSABLE

Actuellement, la gestion des allergies alimentaires revient à chaque école puisque «les encadrements légaux ne permettent pas au ministère [...] d'imposer des règles», écrit par courriel le ministère de l'Éducation du Québec. On ajoute que le guide de formation du personnel pour gérer une réaction anaphylactique est en révision.

Selon Allergies Québec, la formation du personnel doit aussi être améliorée puisque des enseignants ne savent pas comment injecter l'épinéphrine ni reconnaître les symptômes.

«Il y a des écoles qui font ça très bien, et d'autres qui ne savent pas par où commencer, estime M^{me} Seigneur. Il n'y a pas d'aide, personne qui les prend par la main.»

—Avec Daphnée Dion-Viens



ICI  RADIO-CANADA

Le SPVG en mode séduction auprès des jeunes de la diversité

RADIO-CANADA

Démystifier la profession policière auprès des jeunes issus de la diversité afin de mieux les servir, c'est l'objectif du premier Sommet Diversité jeunesse du Service de police de la ville de Gatineau (SPVG) qui s'est tenu lundi au Complexe Branchaud-Brière de Gatineau. Cet événement était destiné aux jeunes issus de la diversité ou qui sont Métis, Inuit ou membres des Premières Nations.

Annoncé pour une centaine de jeunes, c'est finalement devant une trentaine d'élèves de la première à la troisième secondaire fréquentant des écoles de Gatineau qu'une vingtaine de policiers du SPVG ont dévoilé le quotidien de leur métier. Les participants ont pu notamment échanger avec des agents provenant de différents secteurs, dont l'identité judiciaire, la patrouille, le 911, l'unité de drone, le groupe intervention et l'unité canine.

Se faire connaître pour mieux recruter

L'objectif de l'événement était de recueillir de l'information afin de rendre la police plus attrayante auprès des jeunes issus de la diversité, selon l'inspecteur en service de proximité pour le SPVG, Mathieu Tremblay.

Le but est vraiment de venir chercher ce qui peut être attractif pour les jeunes de la diversité pour venir travailler chez nous ou travailler à travers le corps de police. On veut vraiment comprendre leur réalité, comprendre ce qui les attire pour mieux les attirer là vers notre service de police, explique-t-il.

Les jeunes veulent savoir c'est quoi le métier de policier, c'est quoi les possibilités de carrière, comment on fait pour entrer dans la police. Donc on est là pour le démystifier, expliquer les différentes tâches de la police.

- Mathieu Tremblay, inspecteur en service de proximité pour le SPVG

À travers ce genre d'activités, le Service de police de la ville de Gatineau veut créer un pont avec les communautés issues de la diversité pour être beaucoup plus représentatif à plus long terme. Le SPVG veut également être ouvert à la population au sens large pour favoriser une approche de police communautaire.

Des rencontres humanisantes

L'humoriste et acteur Richardson Zéphir, qui était présent à l'événement en tant que porte-parole et animateur d'atelier, pense que ce type d'initiatives est autant profitable à la police qu'aux jeunes. C'est bon de rencontrer diverses communautés en dehors du contexte de travail ou d'intervention, je pense que ça humanise des deux côtés, souligne-t-il.

Présente à l'événement, Maria Bedjou, 14 ans, élève en troisième secondaire à l'école polyvalente Le Carrefour, trouve que l'occasion était belle pour elle de découvrir le fonctionnement de la police de l'intérieur.

J'ai vu sur internet que la police ce n'est pas toujours des gens gentils et aimables, mais là maintenant je vois que c'est faux, c'est juste les médias sociaux. En réalité, la police est très gentille, en tout cas j'aime beaucoup la police de Gatineau, dit-elle en souriant.

Même son de cloche pour Louange Ingabire, 14 ans, également élève en troisième secondaire à l'école polyvalente Le Carrefour, qui de son côté pense qu'on parle moins du métier de la police. On voit les policiers, mais par exemple on ne savait pas qu'il y avait autant de genres de police comme là je viens de voir aujourd'hui, confie-t-elle.

Louange Ingabire soutient que la diversité dans les effectifs policiers aiderait à faciliter la confiance avec les communautés.

Quand tu regardes les policiers, c'est souvent des hommes blancs [...] Je trouve que quand tu vois une personne qui te ressemble, tu vas plus vouloir t'ouvrir à elle et vouloir plus comprendre son métier.

- Louange Ingabire, élève à l'école polyvalente Le Carrefour

Une perception mitigée

Le président de Nord-Sud développement, Racines et Culture Canada, César Ndéma-Moussa, regrette que ce genre d'événements prime sur les véritables enjeux du profilage raciale et du racisme systémique. On ne peut pas saluer l'initiative parce que c'est un peu une distraction par rapport à la véritable conversation, regrette-t-il.

Quand on voit les enjeux récents qui sont sortis dans les médias de profilage racial au niveau de la ville de Gatineau comme d'Ottawa, quand on adresse les enjeux au niveau du recrutement pour diversifier la force, ce n'est pas diversifié juste pour diversifier comme certains aiment faussement le croire, mais c'est pour avoir une institution représentative, ajoute-t-il.

De son côté, la directrice Relations Premières Nations et Inuit pour le Centre d'innovation des Premiers Peuples, Viviane Michel, salue cette initiative qui selon elle est un bon début.

Je pense que c'est une bonne initiative quand même. Peut-être une première initiative quand on parle d'inclusion des jeunes des Premières Nations, je pense que c'est une première, fait-elle remarquer.

Le Sommet Diversité jeunesse du Service de police de la ville de Gatineau s'inscrit dans le cadre du plan triennal 2023-2025 du corps policier. Le SPVG promet que les résultats de cette consultation seront analysés pour développer des initiatives de recrutement auprès de la diversité.

Avec les informations de Gabriel Le Marquand Perreault et de Félix Pilon

ICI  RADIO-CANADA

Les élèves de l'École Vision décloisonnés pour mieux apprendre

LAURIE GOBEIL

Yoga, robotique, sciences : les élèves de l'École Vision Saguenay ont droit à des demi-journées de décloisonnement depuis un an. Les enseignants rivalisent de créativité pour mettre au défi les élèves de la maternelle à la 6e année et travailler sur des compétences spécifiques.

Ces activités de décloisonnement, durant lesquelles les apprentissages ne sont pas catégorisés par âge, se tiennent à quelques reprises durant l'année scolaire. Cette année, les classes ont été décloisonnées cinq fois et l'équipe responsable du projet compte poursuivre l'expérience l'an prochain.

La responsable pédagogique Laura Normandeau explique que certains bénéfices sont obtenus avec cette méthode.

Chaque intervenant prépare un atelier qui va viser à aider l'élève à relever un défi. Si on pense, par exemple, à un élève qui est super anxieux, qui vit beaucoup d'anxiété de performance, par exemple, peut-être qu'on va préparer un atelier parce qu'il n'est sûrement pas le seul à vivre cette réalité-là, mentionne-t-elle.

À l'approche des examens, les enfants ont aussi accès à du yoga et à de la relaxation.

Ça m'aide vraiment beaucoup, beaucoup pour mon stress. Il y a beaucoup d'examens ces temps-ci et ça m'a beaucoup aidée, a raconté l'élève Justine Corneau.

Lorsqu'ils sont réunis dans une classe à faire des blocs robotisés Lego par exemple, les élèves plus vieux doivent aider les plus jeunes.

Les plus vieux, peut-être qu'ils ont plus d'expérience avec ça. Les jeunes en ont moins, comme ça, ils vont en apprendre de plus en plus, a confié Adèle Jourdan, une élève de troisième année.

Cette façon différente de réaliser des apprentissages demande une certaine adaptation.

Il y a des personnes que tu ne connais pas. Parfois, tu peux être gêné. Parfois, ça peut être dur de travailler en équipe. Ça prend parfois une bonne dose de patience! a raconté l'élève de 4e année Louis-Philippe Lévesque.

D'après un reportage de Claude Bouchard

« Il est temps » que la gauche gagne ses élections, plaide Gabriel Nadeau-Dubois

RADIO-CANADA

Dans une lettre ouverte rendue publique mardi, le co-porte-parole de Québec solidaire, Gabriel Nadeau-Dubois, déclare qu'« il est temps que [la gauche] se mette à gagner ses élections ».

Le député de Gouin explique dès les premières lignes qu'il est habité par un sentiment d'urgence né du constat sévère qu'il dresse de la situation du Québec.

M. Nadeau-Dubois concentre ses critiques sur quatre points : les services publics, l'école, le système de santé et la crise climatique.

Nos services publics sont en train de s'effondrer sous nos yeux, écrit-il en préambule.

Le co-porte-parole de Québec solidaire estime que l'école, qui est le plus important ascenseur social [...] au Québec, est carrément en panne.

Une école publique criblée d'inégalités qui échappe des enfants malgré le dévouement inouï du personnel, souligne-t-il.

M. Nadeau-Dubois dresse le même constat pour le système de santé autrefois une grande fierté québécoise.

Le système de santé public [...] est si malade qu'on est rendus à le payer en double : une fois sur nos impôts, une autre fois en allant au privé.

Une citation de Gabriel Nadeau-Dubois, co-porte-parole de Québec solidaire

Concernant la crise climatique, Gabriel Nadeau-Dubois s'attaque au gouvernement de la CAQ [qui] ne trouve pas encore que le transport en commun fait partie de ses responsabilités!

Je suis entré en politique pour agir, martèle le député de Gouin deux fois plutôt qu'une dans son texte.

Poursuivant son plaidoyer, M. Nadeau-Dubois énumère les difficultés des citoyens qui viennent demander l'aide du député et de son équipe, notamment pour le logement ou le coût de la vie.

Aujourd'hui, lorsque la classe moyenne fait ses comptes, elle se rend compte de sa fragilité. Les Québécoises et les Québécois ont raison de s'inquiéter pour leur niveau de vie, et ce n'est jamais plus vrai que pour les jeunes de ma génération en pleine crise du logement, insiste-t-il.

Le député de Gouin dit être persuadé que la majorité des gens partage notre désir de changement [...] nos valeurs de justice sociale, de respect de l'environnement, d'égalité entre les genres.

Encouragé par cette conviction, M. Nadeau-Dubois plaide pour que les préoccupations des Québécois soient au cœur du projet politique de Québec solidaire.

Choisissons nos combats et faisons la preuve que nous serons capables de livrer la marchandise. C'est ce pragmatisme que la gauche doit se réapproprier.

Une citation de Gabriel Nadeau Dubois, co-porte-parole de Québec solidaire

Soulignant que le Québec a choisi au cours de l'histoire le Parti libéral, le Parti québécois et la Coalition avenir Québec, le député de Gouin croit que Québec solidaire doit aux centaines de milliers de femmes et d'hommes qui ont voté pour ce parti de faire la différence là où nous aurons les moyens : au gouvernement.

Partout à travers le monde, la gauche perd ses batailles. Chez nous, il est temps qu'elle se mette à gagner ses élections, a conclu son texte le député solidaire.

Turbulences au sein du parti

Cette réflexion de Gabriel Nadeau-Dubois alimentera sans doute les débats lors du prochain Conseil national du parti qui se tiendra à compter du 24 mai à Saguenay.

Une tempête secoue Québec solidaire depuis la démission, le 29 avril d'Émilise Lessard-Therrien, co-

porte-parole féminine du parti, qui avait été élue à ce poste à peine quatre mois auparavant.

Dans une lettre publiée sur sa page Facebook, Mme Lessard-Thérien avait montré du doigt M. Nadeau-Dubois et une petite équipe de professionnel.le.s tissés serrés autour du porte-parole masculin.

Selon elle, différentes visions se sont entrecroisées, des visions difficilement compatibles.

À la suite de cette démission, Gabriel Nadeau-Dubois avait déclaré lors d'une rencontre avec les médias que Québec solidaire devait devenir un « parti de

gouvernement », souhaitant une refonte complète du programme du parti et une modernisation de sa structure.

Le 3 mai dernier, la directrice des communications, Gabrielle Brais Harvey, et le directeur général adjoint, Keena Grégoire, ont annoncé leur démission.

Quelques jours plus tard, environ 80 membres du parti ont appuyé M. Nadeau-Dubois dans une lettre ouverte publiée dans le quotidien *Le Devoir*. Les signataires ont souligné qu'il n'y a rien de mal à vouloir devenir un parti de gouvernement.

WAR ON DRUGS WAS LOST. CAN WAR ON SCREENS BE WON?

Politicians are finally realizing the risks technology poses to youngest generations



ALLISON HANES

At the risk of dating myself, I can't help but recall a widely televised public service announcement from the 1980s as debate heats up around the dangers of screen time on children.

"This is your brain," a stern-looking dude said, holding up an intact egg in its shell.

"This is drugs," he continued, as the camera zoomed in on a sizzling griddle.

"This is your brain on drugs," he quipped, as he cracked the egg into the hot frying pan. "Any questions?"

As far as TV commercials go, it was one of the most memorable of the decade, spawning numerous parodies. But it conveyed a clear message using few words: Taking drugs (coke? Pot? Meth? Crack? Speed? No one specified) would fry your brain. It was dangerous, unhealthy — not to mention illegal.

Of course, this was the height of the so-called War on Drugs led by the United States, which focused on criminalizing the buying, selling, producing, importing,

possessing or consuming of narcotics — which are indeed harmful to human health. Nearly four decades later, addiction to a host of drugs, including pharmaceuticals like opioids, continues to ravage lives. U.S. prisons are full to bursting, and traffickers continue to get rich.

The War on Drugs was no more able to stamp out drug abuse than Prohibition ended the consumption of alcohol.

Meanwhile, countries like Canada have gone in a different direction: legalizing and commercializing the production and sale of cannabis products, which could at once be viewed as a national harm-reduction program and a cash cow aimed at upending the black market.

But back to the matter at hand. The deleterious effects of constant exposure to screens has now been identified as a significant threat to children and youth — and with good reason.

The scientific research on the psychological, physiological and sociological ramifications is finally catching up to the ubiquity of digital devices, which have proliferated wildly in less than a span of a single generation. And unlike drug use, so often silent and full of stigma, almost everyone uses smartphones, tablets, watches and computers openly and constantly. This

includes parents as well as their kids, it's important to point out — ordinary folks and celebrities like stars, athletes and political leaders.

Yet we're only now beginning to understand the consequences on young minds. They include a greater risk of anxiety, depression, bullying, disengagement from school, behavioural issues, sextortion — even suicide. And that's not even factoring in less tangible effects, like how screens affect family dynamics, whether they stifle imagination or how they alter the typical childhood.

In other words, screens aren't just frying brains like the eggs in the anti-drug commercial — experts contend they may be rewiring them. Some call digital devices the new cigarettes: they're addictive, keeping us coming back for that next hit of dopamine.

There were very good reasons Steve Jobs and Bill Gates (co-founders of Apple and Microsoft, respectively) along with other Silicon Valley tech gurus forbade their own children from using the powerful hand-held tools they invented.

And to be clear, it's not just the smartphones and tablets themselves that are the problem, with touchscreens so easy to use that toddlers in diapers can master them. It's also the social media apps, games and content the devices expose kids to, from Roblox to Snapchat to YouTube to Facebook.

After more than a decade of unwittingly offering our children up as guinea pigs in a social transformation humanity hasn't seen the likes of since the Industrial Revolution, we're now finally realizing what all this technology is doing to the youngest generations.

Well, it's dawning on the politicians, at least.

Florida Gov. Ron DeSantis recently made it illegal for



children under 14 to have social media accounts, while requiring parental permission for 14- and 15-year-olds.

Now Quebec Premier François Legault is looking to go further. According to *La Presse*, he is “seriously studying” barring kids under 16 from social media. Actually, the idea comes from the youth wing of his party, and will be debated at next weekend’s Coalition Avenir Québec general council meeting.

This is more than a lark. After banning smartphones in Quebec classrooms late last year, the Legault government is also considering outlawing them in schools, period.

It’s a global trend that is picking up steam. France, Finland, Australia and China already have blanket exclusions, while the Netherlands and Britain are set to follow suit. In 2023, a United Nations report urged governments around the world to take this step to reduce distractions in learning and prevent bullying.

Indeed, mobile phones should have no place in classrooms, not even for “educational purposes.” And they should have no place in primary schools, where, sadly, it’s not uncommon to see a bunch of grade-schoolers clustered around the youngster who does have a device at recess, like moths to a flame.

Restricting their presence

entirely from high school might be more complicated. At an age when tweens and teens are gaining more independence, having a smartphone can be a matter of safety so they can communicate with their parents (and vice versa) on their way to and from school, even if they have to keep it in their locker all day.

That said, the government is looking to legislate where mere regulations and policies have failed. Even in schools where students are not allowed to bring a phone to class, teachers often lament they are powerless to enforce the rules. So making it against the law might give them some additional clout.

Parents, too, often find themselves fighting a losing battle at home when it comes to imposing limits on screen time — especially after the pandemic, when the only way to socialize was online. So at least there would be six or seven hours in a day when our kids would be forced to unplug.

But we’re still trying to put the genie back in the bottle — a very potent, enslaving genie promoted by trillion-dollar multinationals and fuelled by complex algorithms made all the more wily by artificial intelligence.

With this in mind, perhaps Quebec should draw inspiration from Ontario instead. Four Ontario school boards have launched a class-action lawsuit

against Facebook, Instagram, Snapchat and TikTok seeking \$4 billion for disrupting learning and abusing naive children with their predatory practices. The boards say they would use the money for resources to educate students about the harms of social media and counter its damaging effects by developing programming to combat cyberbullying or online sexual exploitation.

Hey, there’s nothing like an expensive court-ordered settlement to press corporate tech giants to change their vulturous ways — and to fund this desperately needed effort the Ontario school boards have identified.

Knowledge is power — for parents who were seduced by this shiny new technology, as well as our children who soon fell under its spell.

Awareness — like that ad with the egg in the frying pan — is key. Because let’s face it: Smartphones, tablets and other digital gadgets aren’t going anywhere. Unlike cigarettes or narcotics, they’ve become indispensable to modern life. We just need to learn to use them responsibly.

So to protect ourselves and our children, we need to double down on education.

Otherwise, the War on Screens will be about as effective as the War on Drugs.

ahanes@postmedia.com

Alloprof adds teachers as exam period arrives

As the exam period kicks off, Alloprof is boosting its services to better meet the needs of young Quebecers in elementary and high schools. With ministerial exams continuing through June 20, the school-help platform has increased the number of teachers available at night by 10 per cent. The number of instructors available via chat, phone or text during the day, on Sunday afternoons and at night has gone up from 33 to 38 for the duration of the exam period. According to data collected by the organization, the most pressing need for help is in French. During last year's exam period, the most consulted materials were in math, French, science and history. Alloprof helps 550,000 students per year. Teachers can also turn to Alloprof for help with course preparation and exam corrections, and parents can use the service to help their children through this stressful period.

Grève du transport scolaire dans le Haut-Saint-François à compter du 22 mai

Par Lilia Gaulin, La Tribune

Les chauffeurs d'autobus scolaire de la MRC du Haut-Saint-François seront pour la majorité en grève à compter du 22 mai. Seulement deux écoles ne sont pas visées par l'avis de grève.

Le 8 mai, la CSN a annoncé que les syndicats des travailleurs et travailleuses des Autobus de l'Estrie et des Autobus La Sapinière déclenchaient une nouvelle séquence de grève. Ces syndiqués sont des employés de la compagnie Transdev.

Le transport scolaire, par berlines et autobus, sera annulé pour les écoles du Parchemin, Notre-Dame-du-Paradis, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Saint-Camille, Saint-Paul et la polyvalente Louis-Saint-Laurent. Les parents devront donc assurer le transport de leur enfant jusqu'à l'école puisque les établissements seront ouverts.

«Malgré l'absence de transport scolaire, la présence des élèves à l'école est primordiale afin qu'ils poursuivent les apprentissages et les évaluations, en préparation des épreuves de fin d'année, dont certaines pourraient

commencer pendant la grève», peut-on lire dans une communication du Centre de services scolaire des Hauts-Cantons (CSSHC).

Les écoles des Trois-Cantons et Notre-Dame-de-Lorette ne sont pas visées par cette grève.

Aucune grève du transport scolaire n'est prévue dans le reste du territoire desservi par le CSSHC soit les MRC de Coaticook et du Granit.

Plusieurs séquences de grève dans le transport scolaire ont eu lieu dans les dernières semaines. Les chauffeurs réclament notamment de meilleures conditions salariales.

Chronique | Lise Ravary

Pour sauver le français, il faut savoir le lire

Par Lise Ravary

CHRONIQUE / Quand je suis confrontée à cette statistique, j'ai envie de pleurer: 53 % des Québécois entre 16 et 65 ans n'atteignent pas le niveau 3 en littératie. En d'autres mots, ils ne peuvent ni lire et ni comprendre un texte dense ou long qui nécessite d'interpréter ou de donner un sens aux informations. Par exemple, un article de journal.

Pire encore: un Québécois sur cinq ne décrypte qu'un vocabulaire de base ou ne peut lire qu'un texte court ne comprenant qu'une seule information. Pensons à la posologie d'un médicament ou des instructions de préparation sur une boîte de soupe. Autrefois, on parlait d'analphabétisme fonctionnel. Mais ces mots durs ont été bannis: il ne faut pas faire de peine à personne.

Sauf qu'analphabétisme frappe plus fort dans la conscience populaire que faible littératie...

Soyons lucides: la moitié des Québécois ont des problèmes de lecture.

À l'autre extrémité du spectre de la littératie, une personne sur 10 a des compétences élevées, soit les niveaux 4 et 5 et peut ainsi lire un roman ou comprendre une analyse politique. C'est trop peu.

Ces données, tirées d'une étude internationale menée par l'Organisation de coopération et de développement internationale (OCDE), remontent à 2012 (une nouvelle mouture est due vers la fin de l'année). Selon la Fondation pour l'alphabétisation du Québec, les choses se seraient améliorées d'environ 3 % depuis lors mais il demeure quand même que la moitié des Québécois connaissent des difficultés quand vient le temps de lire quelque chose.

Vous me direz qu'ils sont près de la moyenne canadienne et celle de l'OCDE, ça demeure affligeant. Et l'avenir, si on en croit des résultats récents, n'est pas plus rose: un quart des élèves de 4e année du primaire ont échoué à l'examen de lecture du ministère de fin d'année en juin dernier. Et plus on avance dans la scolarité, plus il y a du décrochage, principalement chez les garçons. Or, il existe un lien direct entre une faible littératie et la non-obtention d'un diplôme d'études secondaires.

Mais l'éducation ne peut être blâmée pour tout: chez les personnes qui détiennent un baccalauréat ou un diplôme de deuxième cycle (maîtrise et doctorat), 27% n'atteignent pas le niveau 3 en littératie.

André Huberdeau, le président du conseil d'administration de la Fondation pour l'alphabétisation a publié cette semaine une lettre pour sonner l'alarme, une fois encore car on sait depuis 1994 que ce problème existe. Et pourtant, les statistiques bougent à peine d'étude en étude.

Comme le souligne M. Huberdeau, pour un gouvernement qui s'est donné comme objectif de combler l'écart de richesse entre le Québec et l'Ontario, les problèmes de littératie ne font qu'accentuer la faible productivité du Québec et la vulnérabilité économique, sans compter l'impact négatif sur la vie des individus qui peinent à lire.

J'ai croisé récemment un homme dans la cinquantaine qui a été congédié de son poste de conseiller technique parce qu'il ne savait pas lire suffisamment pour accomplir ses tâches.

Quel handicap de ne pas savoir lire assez pour gagner sa vie et pour comprendre le monde dans lequel on vit.

Le système d'éducation a quelque chose à voir avec ces résultats: il laisse échapper trop d'élèves en difficulté mais il y a plus. Nous étions plusieurs à croire qu'Internet allait augmenter le taux de littératie parce que pour y naviguer, il fallait savoir lire. Mais l'image a pris le dessus: aujourd'hui les jeunes surtout cliquent sur les vidéos au lieu de lire un texte aussi bref soit-il. L'information passe par l'image et le son. Qui sait, peut-être qu'un jour on n'aura plus besoin de lire pour apprendre, pour savoir. Tout nous sera livré par vidéo.

Quelle tristesse ce serait.

Je suis les nouvelles en ligne sur le site de CNN: depuis quelque temps, deux tiers des infos sont présentés en mode vidéo, généralement un bref survol de la nouvelle, sans nuance, sans éléments de référence. De l'info brute, à gober au passage, entre deux vidéos de chats. Pas un reportage la télé sait en faire mais quelques images, un clip ou deux d'un interviewé et l'affaire est ketchup.

Je mettrais ma main dans le feu que les jeunes lisent peu sur Internet, à part les messages qu'ils s'envoient. Pas vous?

C'est tout simplement scandaleux. Je ne comprends pas que le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, comme ceux qui sont venus avant lui, n'appuie pas sur le bouton de panique. On laisse aller, comme si c'était normal. En 2024, dans une société riche comme la nôtre, ce n'est pas normal !

Il n'y a pas de solutions magiques mais il faut tout moins prendre acte de la situation et proposer des plans d'action pour corriger la situation. Or, outre les mesures mises de l'avant par la trop discrète Fondation pour l'alphabétisation, je ne vois rien de concret tant dans l'identification du problème que des solutions pour améliorer la situation. Allez, un peu d'imagination ! Un peu de courage. Nommons les choses comme elles sont et agissons.

On aura beau blâmer le gouvernement, les Québécois ont en main des outils pour faire reculer l'analphabétisme. Ça commence par lire avec les enfants, dès le plus jeune âge. Ma fille lit des histoires tous les jours à son fils de 7 mois. Il aime manipuler ses livres, tourner les pages. Il a déjà toute une bibliothèque. Celui-là n'aura jamais de problèmes de littératie : c'est écrit dans le ciel.

Les adultes qui ont des problèmes de littératie ont appris un jour à lire mais, dans bien des cas, ont cessé de le faire après avoir quitté l'école.

Les compétences se perdent si on ne s'en sert pas, comme les muscles qui s'atrophient quand on ne fait pas d'exercice.

Il faut prendre la question au sérieux. Pensez-y, la moitié des Québécois ne peuvent fonctionner adéquatement dans la société, c'est-à-dire être capable de lire pour apprendre, comprendre et agir en toute autonomie dans cette langue qui nous distingue. Ce n'est pas moi qui le dis mais le patron de la Fondation pour l'alphabétisation. Il sait de quoi il parle mais il ne doit pas être le seul à en parler.

Il y a urgence. À quoi bon sauver le français si la moitié de la population ne peut le lire dans toute sa splendeur?

Éducation

Réseau scolaire: des postes vacants par dizaines dans la région

Par Daniel LeBlanc, Le Droit

Des affichages de postes en continu, des postes qui demeurent vacants pendant des mois, des emplois à temps partiel qui ne trouvent pas preneur: alors que le gouvernement fédéral demeure un féroce compétiteur, la pénurie de main-d'oeuvre est loin de diminuer d'ampleur dans le réseau de l'éducation des deux côtés de la rivière des Outaouais.

Ça ne se bouscule pas toujours au portillon car près de 180 postes – un chiffre qui n'inclut pas certaines catégories d'emplois – sont disponibles au sein du système d'éducation public francophone sur les deux rives, selon les plus récentes statistiques qui nous ont été fournies. Le tableau de bord du ministère de l'Éducation, un outil lancé à la fin de l'hiver au Québec, est aussi un bon indicateur pour mesurer la pénurie de personnel.

La situation est particulièrement fragile au Centre de services scolaire au Coeur-des-Vallées (CSSCV), où par exemple 23 postes d'enseignants – un nombre qui inclut les enseignants orthopédagogues, les spécialistes et le secteur des adultes – sont à pourvoir. De plus, le tiers des 165 postes de techniciens en éducation spécialisée (TES) sont vacants dans cette organisation, en incluant ceux à temps partiel.

Presque le quart des 50 postes de préposés aux enfants handicapés, un emploi dont le taux horaire avoisine en ce moment les 22 \$ l'heure, sont vacants au CSSCV, sans compter notamment les quatre postes sur 18 qu'on cherche à combler comme techniciens de service de garde, un emploi pour lequel la rémunération varie entre 24 \$ et 32 \$ l'heure, en attendant la signature des nouvelles conventions collectives.

Psychologues et affichages pendant plus d'un an

Au Centre de services scolaire des Portages-de-l'Outaouais (CSSPO), 18 postes sont vacants uniquement dans les rangs du personnel de soutien, soit 12 chez les éducateurs en service de garde et six comme techniciens en éducation spécialisée (TES).

La criante pénurie de psychologues en milieu scolaire – un phénomène causé entre autres par l'écart salarial

important avec le secteur privé, déplorent les syndicats depuis des années – se poursuit puisqu'au sein des quatre centres de services scolaires de l'Outaouais, huit chaises sont actuellement vides, dont trois au CSSPO seulement.

Dans les écoles du Centre de services scolaire des Draveurs (CSSD), un des deux postes sur huit de conseiller en orientation est affiché depuis un an sans qu'on parvienne à ce qu'il y ait une nomination, et quatre emplois d'éducateurs en service de garde sont à combler. Chez les orthophonistes, trois des huit postes sont vacants de façon temporaire mais on ne parvient pas à trouver des intéressés malgré les affichages qui se multiplient. Un poste de psychoéducateur ne trouve pas preneur après cinq affichages d'affilée.

Autre exemple révélateur de l'ampleur de la pénurie: on en est désormais au 11e affichage pour un poste régulier à temps plein à titre de surveillant-sauveteur à l'école polyvalente Le Carrefour, un emploi dont le salaire horaire varie entre 22 et 23 \$ et qui s'accompagne notamment de quatre semaines de vacances par an, en plus de la période des Fêtes.

Pas à armes égales face au fédéral

Au sein du réseau, on se dit conscient que l'Outaouais, contrairement aux autres régions de la Belle Province, se trouve dans un contexte particulier pour l'attractivité et la rétention compte tenu à la fois de la large présence de la fonction publique fédérale dans le marché de l'emploi de même que la proximité de l'Ontario.

«C'est sûr que ça fait souvent partie des discussions le fait qu'on est en compétition le gouvernement fédéral, qui est juste à côté de chez nous. Même la municipalité (la Ville de Gatineau) perd des gens pour le fédéral, ce ce

qui fait en sorte que nous (les centres de services scolaires), on vient après, explique la directrice générale du CSSD, Manon Dufour. C'est le même salaire partout au Québec (en éducation) et c'est correct ainsi, mais quand le municipal bonifie ses emplois pour être compétitif avec le fédéral, on se retrouve avec deux grands employeurs (au haut de la pyramide).»

Cette dernière cite en exemple des corps d'emploi, comme ouvrier d'entretien, électricien, plombier ou secrétaire, où on peut aisément pratiquer dans le milieu scolaire comme au sein d'un palier de gouvernement. Comme il n'y a pas de malléabilité côté salarial, c'est donc sur d'autres aspects que le réseau de l'éducation doit jouer ses cartes pour attirer des candidats, pense-t-elle.

«Ce qu'on vise vraiment, c'est le milieu de vie, d'avoir quelque chose qui est le fun, stimulant, attractif, valorisant. C'est de travailler auprès d'élèves, de faire la différence quotidiennement, d'avoir des organisations qui te soutiennent, qui ont de la flexibilité, où on travaille en collaboration. Les gens ne sentent pas qu'ils sont seuls à travailler sur quelque chose», relate Mme Dufour.

S'il n'y a «pas de doute» que la rémunération est un aspect intéressant à considérer, l'expérience personnelle pèse aussi dans la balance, insiste la gestionnaire et enseignante de carrière, ajoutant qu'elle aurait elle-même pu changer de milieu de travail ou de province mais que le milieu dans lequel elle évolue est «significatif» au point où elle n'a jamais eu le goût de «faire le saut».

*C'est sûr que si demain matin, on
m'ajoute une corde à mon arc en terme
d'attractivité, je ne serai pas fâchée, je
vais juste m'en réjouir.*

— Manon Dufour, directrice générale,
CSS des Draveurs

Cela dit, si des incitatifs étaient créés en éducation – comme des primes – pour s'adapter au statut particulier et frontalier de l'Outaouais, comme c'est le cas dans certaines sphères de la santé, Manon Dufour ne s'y opposerait pas.

Au Centre de services scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais (CSSHBO), dont la majeure partie du territoire est en milieu rural, quatre postes sont vacants, dont un de psychoéducateur et un d'orthophoniste.

Phénomène semblable en Ontario

Sur la rive ontarienne, où la pénurie frappe également, le Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CEPEO) indique que 15 postes sont vacants dans son réseau, sans compter les listes pour le personnel occasionnel. Les titres des postes disponibles ne sont toutefois pas précisés.

On spécifie que selon la tendance actuelle, la majorité des concours ne nécessiteront pas plus de cinq affichages, bien qu'il soit impossible de le garantir.

«Comme tous les conseils scolaires en Ontario, le CEPEO est confronté à des enjeux de recrutement de personnel. Dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre qui se fait sentir dans le secteur de l'éducation, cette situation est particulièrement présente au sein des conseils scolaires de langue française en Ontario», mentionne-t-on.

Le Conseil des écoles catholiques du Centre-Est (CECCE) explique pour sa part que 17 postes sont à combler sur son territoire, dont cinq parmi le personnel éducateur, cinq au sein du personnel de conciergerie et deux pour de la suppléance long terme au niveau élémentaire. Certains postes, par exemple à titre de psychologue et de coach en analyse comportementale certifié, n'ont pas trouvé preneur malgré cinq affichages consécutifs.

Éducation

Bernard Drainville lit la finale internationale de la Dictée P.G.L.

Par Juliette Nadeau-Besse, Le Soleil

Des enfants de partout au pays, mais aussi des États-Unis et de l’Afrique se sont rassemblés à Québec pour la finale internationale de la Dictée P.G.L. Le ministre Bernard Drainville s’est prêté au jeu pour une seconde fois.

«Je trouve que la Dictée PGL, c’est une déclaration d’amour pour la langue française. Je pense que c’est important que le ministre de l’Éducation soit là», explique M. Drainville, qui avait aussi pris part à l’exercice l’an dernier.

Le ministre a pris plaisir à lire la dictée aux 70 jeunes, mais surtout à lire les phrases de départage à la toute fin, qui donnent du fil à retordre même aux adultes les plus futés. «J’aurais peut-être fait une petite faute», a avoué avec humour le ministre aux journalistes.

«L’éducation inclusive met un terme au ramassis d’inepties débitées par des sots dépités par l’émergence du dessein d’influer sur leur propre destinée de gens plus vulnérables.»

— Une des phrases de départage de la Dictée P.G.L.

Ce qu’ont dit les jeunes

«Pour moi c’était une expérience vraiment unique», témoigne avec enthousiasme Shephali, une élève de 11 ans qui vient d’Ottawa. Elle a été particulièrement impressionnée de rencontrer des élèves des États-Unis qui parlent français.

«Je suis très très fière. Je pense que mes amis à l’école et à la maison ils sont aussi très fiers», ajoute la jeune fille avec sagesse.

«J’étais partagée entre l’excitation et le stress», confie Andrea, qui vient du Nouveau-Brunswick. «J’étais vraiment impressionnée de voir tous gens et je suis heureuse d’avoir formé de nouveaux liens.

Aïssatou Aïdara Faty, qui adore les dictées, est une des deux Sénégalaises qui s’est rendue jusqu’à la finale internationale, sur plus de 300 000 participants. Elle s’est beaucoup pratiquée en prévision de la grande

finale. «Ce sont les phrases de départage qui sont difficiles. La dictée, pas de problème.»

«Mes parents, mon directeur et mes enseignants m’ont beaucoup aidée. Mon enseignant m’a fait des dictées chaque mardi et jeudi, et mon père les week-ends.»

— Aïssatou Aïdara Faty, une élève sénégalaise de 10 ans

«Les phrases de départage étaient quand même compliquées. J’ai hésité à peu près sur tous les mots», avoue le jeune Loïc, qui habite à Québec. Élève de sixième année au Collège Stanislas, il représente la Capitale-Nationale.

«Ce que je vais le plus aimer, je crois que c’est la remise des prix! J’espère arriver premier, mais je crois pas», rigole le jeune garçon qui aime beaucoup la lecture.

Symboliquement à Québec

Ce n’est pas un hasard que la finale internationale de la Dictée P.G.L. se tienne cette année à Québec.

«Cette année, c’est le soixantième anniversaire du ministère de l’Éducation [par Paul Gérin-Lajoie]», explique le fils de tout premier ministre de l’Éducation, François Gérin-Lajoie. Ce dernier est président du conseil d’administration de la fondation portant le nom de son père.

L’Université Laval a donc été choisie comme l’hôte de la finale internationale, qui se tient habituellement à Montréal. «C’est symbolique d’être à Québec», assure M. Gérin-Lajoie.

Le président de la Fondation a l’ambition de faire participer de plus en plus de pays à l’événement, qui compte sur quatre pays d’Afrique cette année.



Éducation

Alloprof bonifie son offre de services pendant la période d'examens

Par Laurie Trottier, La Presse Canadienne

Alors que s'entame la période d'examens, Alloprof bonifie son offre de services pour être en mesure de répondre aux besoins des jeunes du Québec, tant au primaire qu'au secondaire.

Les épreuves ministérielles se déroulant du 7 mai au 20 juin au Québec, l'organisme de soutien scolaire gratuit pour les élèves, les enseignants et les parents, Alloprof, a bonifié de 10 % le nombre d'enseignants disponibles par soir. Ainsi, c'est de 33 à 38 enseignants qui sont maintenant joignables par clavardage, par téléphone ou par sms, les jours, les dimanches après-midi et les soirs de semaine tout au long de la période d'examens.

C'est en français que les besoins semblaient les plus criants, selon les données recueillies sur le site internet de l'organisme. Pendant la période des examens de fin d'année en 2023, les matières les plus consultées étaient les mathématiques, le français, les sciences et l'histoire.

Des changements ont également été apportés sur le site internet, explique Pascal Bonaldo, gestionnaire des services aux élèves et porte-parole d'Alloprof: «On a bonifié notre offre à travers tous nos produits. Autant à travers nos contenus, que ce soient nos fiches notionnelles, nos exercices, nos vidéos, (ou) nos MiniRécups».

Alloprof aide 550 000 élèves annuellement, ce qui correspond à 60 millions d'accompagnements par année.

En plus des élèves, les enseignants et les parents peuvent se tourner vers Alloprof. L'organisme offre de l'aide pour la préparation de cours et la révision des examens, ou pour mieux accompagner les enfants dans une période plus stressante.

L'organisme propose plusieurs trucs et outils imprimables pour faciliter la période d'études. On y retrouve entre autres des explications pour se créer de bonnes feuilles de notes, des astuces pour gérer son stress et stimuler sa mémoire à l'aide d'une carte mentale, ou encore des conseils pour faciliter sa concentration.

L'effet de la pandémie ne s'essouffle pas

Durant la pandémie, Alloprof a constaté une hausse de l'achalandage de son site internet. Selon Pascal Bonaldo, une habitude a été prise chez les jeunes.

«On est heureux de constater que l'espèce de gain de popularité qu'on a eu à ce moment-là a perduré», a-t-il affirmé.

Le gestionnaire des services aux élèves n'a pas constaté un changement sur l'achalandage du site internet pendant la grève des enseignants, qui s'est déroulée du 23 novembre au 28 décembre 2023. «Il faut dire que pendant la pandémie, les cours étaient maintenus pendant la (majorité) de cette période-là, ce qui n'était pas le cas pendant la grève», a-t-il expliqué.

«D'une manière ou de l'autre, que la grève ait eu un impact ou pas, (...) si les jeunes ressentent un petit stress, une petite anxiété, que ce soit causé par la grève ou pas, on les encourage vraiment à venir sur notre site», a ajouté M. Bonaldo.

Actualités

Des élèves du primaire racontent l'histoire de Saint-Méthode

Par Guillaume Roy, Initiative de journalisme local

Plus de 150 personnes ont participé à l'exposition sur l'histoire Saint-Méthode créée par des élèves de 5e année de l'école Carrefour Étudiant. Les élèves ont ainsi pu découvrir et faire découvrir des pans de l'histoire méconnus du village qui a été fusionné à Saint-Félicien en 1996.

Une longue file d'attente s'était formée à l'entrée de l'école pour l'ouverture de l'exposition vers 18h30 jeudi soir. «Je ne pensais jamais que ça attirerait autant de monde», lance Andrey Girard, l'enseignante de 5e année qui a lancé l'idée de faire cette exposition avec ses élèves.

«Les élèves ne connaissent pas tous l'histoire de Saint-Méthode, parce que plusieurs d'entre ne sont pas natifs du coin, dit-elle. Je me suis dit que ça ferait un beau projet éducatif pour eux que l'on pourrait partager avec la population par la suite.»

Pour faire connaître l'histoire du village, la professeure a invité des aînés à venir raconter leurs souvenirs, des agriculteurs, dont un producteur de bleuets, un politicien, des représentants des familles fondatrices du village ainsi que le Centre d'archives et la Société d'Histoire Domaine-du-Roy.

Découvrir le passé

Douze équipes de deux élèves ont été formées pour présenter 12 thématiques historiques. Du nombre, Rosalie Hudon et Agathe Théberge étaient responsables de parler des inondations qui ont transformé le visage de Saint-Méthode.

«Le 30 mai 1928, le lac Saint-Jean a monté à un niveau record de 23,5 pieds», a mentionné Rosalie Hudon, faisant référence à la Tragédie du lac Saint-Jean survenue lors du rehaussement des eaux. À ce moment, des milliers d'acres de terres agricoles seront inondées, renchérit Agathe Théberge.

Cet événement marquant transformera l'avenir de Saint-Méthode, qui était alors dévolue à un bel avenir grâce à la qualité de ses terres agricoles. Des sommes seront

offertes aux agriculteurs à titre de compensations pour la perte des terres, mais les montants sont très variables. «Certains se sont fait avoir», constate Rosalie Hudon, en montrant un registre.

De jeunes élèves sont aujourd'hui très critiques envers l'entreprise Duke-Price, qui a inondé les terres. «Une compagnie ne peut pas inonder tout un village comme ça et acheter les terres pas chères par après», estime Léonard Maziade. «Je ne suis pas d'accord avec ce qu'ils ont fait», renchérit Théo Aubé, le deuxième membre du duo qui parlait de l'histoire des ponts de Saint-Méthode.

Un peu plus loin, Elliot Perron et Antoine Dubé parlaient de l'histoire des écoles du village. «Quand elles se mariaient, les enseignantes ne pouvaient plus travailler à l'école», remarque Antoine Dubé. Louis Imbault et Daphnée Donaldson se penchaient pour leur part sur l'avenir de Saint-Méthode. Parmi les autres kiosques, on parlait aussi d'agriculture, des colons du village, des familles fondatrices, de la fusion et d'autres thématiques marquantes.

Plusieurs parents et aînés du village ont profité de l'occasion pour venir voir le travail des élèves et pour partager leurs souvenirs. Gérard Baril, un agriculteur qui a partagé plusieurs artefacts avec les jeunes, était du nombre. «Je suis content de pouvoir partager toutes les choses que j'ai ramassées avec les années», dit-il, présentant les divers objets, dont un lave-couche antique.

«C'est un projet qui nous a permis de faire des découvertes sur nos ancêtres», remarque Victoria Fortin, heureuse d'avoir appris plein de choses sur son village.

La Polyvalente Benoît-Vachon récompense plusieurs élèves



lauréats du 48e Gala Méritas

Courtoisie | Polyvalente Benoit Vachon - Les

Par Germain Chartier, Journaliste

La Polyvalente Benoît-Vachon a récompensé plusieurs de ses élèves lors de la 48e édition du Gala Méritas, qui avait lieu ce mercredi 15 mai.

Des prix étaient remis pour des réussites au niveau scolaire pour les efforts soutenus et les bons résultats, au niveau des personnalités, concours, bourses et autres réalisations particulières.

Neuf élèves ont d'abord été récompensés avec le prix de « Réussite personnelle en éducation » de la Fondation du mérite scolaire de la Beauce-Etchemin. Ces prix soulignent le bon comportement, les efforts soutenus, l'implication dans la vie de l'école et le rendement scolaire.

Par ailleurs, Maxime Genesse, finissant en juin 2023, a reçu la médaille du Gouverneur général pour la meilleure moyenne générale de sa cohorte.

Laurianne Roy, élève au Tremplin et Laury Morin, élève de 5e secondaire, ont reçu la bourse CSSBE. Il s'agit d'une bourse d'une valeur de 500 \$ remise à un élève qui se distingue par sa persévérance dans son parcours scolaire.

Charlotte Deblois a de son côté reçu la médaille du Lieutenant-gouverneur pour s'être démarquée par son attitude positive et son rayonnement auprès de ses pairs par différentes implications.

Le Gala méritas était également le moment d'ajouter un récipiendaire au Mur-Mure de la Méchatigan. Les personnes choisies pour apparaître sur le Mur-Mure sont d'anciens élèves de la PBV qui, par leur travail et ou leur implication, représentent des modèles d'inspiration pour les élèves présents et futurs.

La nommée de cette année est Aline Carrier, finissante de 1976. Après ses études au conservatoire d'art dramatique de Québec en 1983, Aline Carrier a orienté toute sa vie autour du théâtre. Elle est retournée aux études en 2003 pour compléter un baccalauréat en mise en scène et a poursuivi avec détermination, jusqu'à terminer sa maîtrise en arts de la scène et de l'écran à l'Université Laval, en 2018.

Tout au long de son parcours, elle a partagé sa passion pour le théâtre et le français par la création, l'interprétation et la mise en scène, en plus d'enseigner jusqu'au niveau universitaire. Elle a également occupé le poste de directrice du programme en enseignement des arts de l'Université Laval.

Prix Frédéric-Back: le Comité vert de l'école De Mortagne récompensé



Par Diane Lapointe



Le maire Jean Martel, Rémi Billette, Isabelle Savaria, Samuel Bérubé et la conseillère Jacqueline Boubane ont participé à la signature du Livre d'or. (Photo : La Relève - Diane Lapointe)

Engagé en matière de protection de l'environnement depuis 20 ans, le Comité vert de l'école secondaire De Mortagne s'est vu décerner le tout nouveau prix Frédéric-Back par le conseil municipal de Boucherville.

Du nom du cinéaste et environnementaliste, ce prix, de l'Ordre du mérite, souligne l'engagement environnemental exceptionnel de l'organisation.

Depuis deux décennies, plus de 600 élèves se sont impliqués pour la protection de la planète.

Lors de la soirée de remise du prix, le 13 mai à l'hôtel de ville de Boucherville, la conseillère responsable de l'Ordre du mérite, Jacqueline Boubane, a rappelé «deux batailles menées par le Comité vert qui ont exigé beaucoup de persévérance », soit la mise sur pied du recyclage dans l'école et le bannissement de la vaisselle de plastique à usage unique dans la cafétéria pour y introduire en 2019 la vaisselle et les ustensiles lavables.

«L'histoire récente du comité est plus palpitante », a-t-elle mentionné. Le comité a créé un portager et les membres ont commencé à entretenir les plates-bandes autour de l'école. Les légumes produits par le

jardin sont cuisinés à la cafétéria pour les élèves. Le comité a aussi planté plusieurs vivaces dont les asclépiades pour attirer les monarches et les pollinisateurs.

Olivier Bergeron et Chad Cloutier, deux anciens membres présents à la cérémonie, ont confié à La Relève avoir surtout pris conscience de l'importance de protéger l'environnement et de ses enjeux lors de leur implication au sein du Comité vert, et leur fierté d'avoir aussi réussi, avec leurs collègues, à faire installer un lavabo à la cafétéria pour rincer les contenants destinés au recyclage.

En entrevue, l'enseignante Isabelle Savaria, coresponsable du Comité vert, a précisé que plusieurs autres actions ont été mises sur pied. «On travaille également pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). On favorise, par exemple, le covoiturage et le transport actif pour venir à l'école. Et lorsqu'il y a un voyage avec l'école en autobus, on compense les émissions de carbone en versant de l'argent à un organisme qui plante des arbres.

Mme Savaria a également fait savoir que le comité s'est lancé l'an dernier dans le compostage et a doté l'école d'une machine pour la consigne des canettes.

Elle a aussi rappelé que des élèves du comité étaient parmi les 500 000 participants à la grande marche pour le climat organisée en 2019 à Montréal, et en présence de Greta Thunberg.

C'est durant cette période que le mouvement La planète s'invite à l'école a pris racine et que De Mortagne a signé le Pacte de l'école québécoise.

Depuis, le Comité vert est accompagné par l'organisme LAB22, un laboratoire d'innovations sociales et environnementales. Une politique en environnement pour rendre les actions plus concrètes a été adoptée. Celle-ci sera d'ailleurs révisée l'an prochain pour y inclure de nouveaux projets.

Rémi Billette a fait partie du Comité vert. «J'ai toujours été intéressé par ce domaine. Ça été un engagement enrichissant et déterminant pour moi. J'ai appris le côté administratif en travaillant à l'élaboration de la politique environnementale et sur d'autres beaux projets, comme le jardin. Je suis d'ailleurs heureux de savoir qu'il sera agrandi cette année», a commenté l'étudiant au Cégep en environnement et enjeux planétaires et, en septembre prochain, en environnement à l'Université de Sherbrooke.

Point de Vue

L'IA doit répondre aux besoins du personnel et des élèves, pas des entreprises

Par Stéphane Lapointe, président de la Fédération du personnel de l'enseignement privé (FPEP-CSQ)

POINT DE VUE / À la lecture du texte *Une école (privée) nommée PME de l'année* publié dans *La Presse*, certaines observations et réactions s'imposent.

L'éducation est un pilier fondamental de notre société, et il est primordial d'aborder ces sujets avec rigueur et responsabilité. Pour nous, la marchandisation de l'éducation est une tendance préoccupante qui risque de compromettre la mission éducative essentielle du réseau scolaire.

Considérer l'école comme une simple entreprise commerciale réduit la réussite éducative à une vision utilitariste et matérialiste, faisant fi ainsi de l'importance de la démocratisation de l'école pour atteindre une meilleure égalité des chances. Le travail quotidien et le dévouement du personnel de l'éducation, qu'il soit du réseau public ou privé, vont bien au-delà de cette vision marchande et méritent d'être reconnus à leur juste valeur.

Pour une intelligence artificielle responsable

Quant à la présence de l'intelligence artificielle (IA) à l'école, nous sommes favorables à son utilisation lorsqu'elle permet d'aider le personnel de l'éducation dans son travail. Cependant, il est crucial de garantir le respect de l'autonomie professionnelle du personnel et de s'assurer que l'utilisation de l'IA se fasse sur une base volontaire, responsable et éthique.

Le déploiement d'outils numériques en éducation nous a montré les risques d'adhérer et d'adopter aveuglément ces changements technologiques. Dans ce contexte, le personnel en éducation doit avoir la latitude de juger de la pertinence et des méthodes d'implantation d'une nouvelle technologie.

On doit également lui offrir la formation qu'il jugera nécessaire pour y arriver. Surtout, la plus-value

pédagogique doit être l'unique phare qui guide nos décisions d'enraciner ou non une innovation technologique en milieu scolaire. A contrario, les visées marketing ou entrepreneuriales ne devraient, en aucun cas, être des facteurs de décision.

L'IA, moteur de la marchandisation de l'éducation?

En aucune façon, il ne faut que la course à l'IA n'alimente la marchandisation de l'éducation, transformant ainsi nos écoles en entreprises en compétition. Cette approche de gestion entrepreneuriale réduit comme peau de chagrin l'autonomie professionnelle du personnel enseignant, qui devrait se contenter d'appliquer des recettes pédagogiques dites probantes boostées à l'IA.

L'exemple d'Émilie, cette aide à la correction qui intègre l'intelligence artificielle, est une avancée prometteuse pour l'éducation, mais son intégration doit se faire sur une base volontaire et dans le respect de l'autonomie professionnelle.

De même, le dialogue social et une évaluation continue sont essentiels pour mesurer adéquatement les impacts de l'IA sur les compétences du personnel et des élèves, ainsi que sur les tâches et l'autonomie. Par conséquent, nous croyons fermement que l'IA doit être un outil qui met en capacité les humains, pas en dépendance, garantissant ainsi que l'éducation reste un bien commun favorisant l'égalité des chances pour tous.

En somme, l'IA en éducation doit être développée et utilisée de manière volontaire, responsable, éthique et en respectant l'autonomie professionnelle. Il est primordial que les décisions concernant l'utilisation de ces technologies soient prises de manière réfléchie et collégiale, dans l'intérêt des élèves, du personnel et de la société dans son ensemble, et non dans une optique de marchandisation de l'éducation.

Éthique : un comité régional pour enquêter sur les administrateurs scolaires

Martin Guindon

Les six centres de services scolaires de l'Abitibi-Témiscamingue et de la Baie-James ont maintenant un comité régional d'enquête dédié à l'éthique et à la déontologie des membres de leurs conseils d'administration.

Les centres de services scolaires avaient le choix entre créer chacun un comité d'enquête ou se regrouper pour former un comité régional. C'est cette dernière option qui a été privilégiée en Abitibi-Témiscamingue et dans le Nord-du-Québec.

C'est dans la loi. C'est une obligation, qui est venue avec les changements à la gouvernance scolaire. Depuis 2022, il y a un règlement sur les normes d'éthique et de déontologie applicables aux membres des conseils d'administration des centres de services scolaires francophones, explique Johanne Godbout, directrice du Service du secrétariat général et des communications du Centre de services scolaire Harricana. Des profils d'expérience

Trois personnes ont été nommées à ce comité d'enquête. On y retrouve l'ancien enseignant et directeur d'école André Bilodeau d'Amos, l'ancien commissaire scolaire Alexy Vezeau de Malartic, et l'ancien membre des comités de parents Denis Beauvais du Témiscamingue. Ce dernier a siégé comme administrateur au Conseil de l'Ordre des dentistes du Québec.

Ces personnes devaient avoir des expériences soit en éthique et en déontologie, ou encore avoir une expérience du monde de l'éducation, avoir été membre du conseil d'administration ou du conseil des

commissaires. On devait avoir un de ces deux profils, mais on les a les deux, parce qu'il y a deux personnes qui ont travaillé en éthique et déontologie dans différentes associations professionnelles, précise Mme Godbout.

Des normes à respecter

Les membres du comité sont nommés pour cinq ans. Ils pourront examiner et enquêter sur toute information concernant un comportement susceptible de contrevenir aux normes d'éthique et de déontologie des administrateurs. La personne peut avoir un conflit d'intérêt de nature monétaire ou familiale. C'est ce genre de conflit qui peut être dénoncé. Ça peut aussi être au niveau des comportements. L'administrateur doit être courtois avec les employés. Il ne peut pas non plus donner des instructions. Il n'est pas le patron, le patron c'est le directeur général. Les membres du conseil d'administration ont un rôle plus dans l'orientation et les politiques, explique Johanne Godbout.

Les administrateurs doivent aussi toujours s'abstenir de divulguer des informations confidentielles, que ce soit pendant son mandat ou après celui-ci. Ils doivent aussi faire preuve de réserve en public et sur les réseaux sociaux.

Un membre du conseil d'administration ou toute autre personne peut faire une dénonciation au comité d'enquête en suivant les instructions sur les sites web des centres de services scolaires.

La Grande Table de Sherbrooke discute d'éventuelles subventions avec Ottawa

Emy Lafortune

Dans son dernier budget, le gouvernement fédéral a annoncé un investissement d'un milliard de dollars sur cinq ans pour offrir des repas à 400 000 enfants de plus que ceux qui sont déjà servis par les services alimentaires chaque année au pays. Ottawa et Québec discutent présentement de la manière dont ce programme sera organisé dans la province. Parallèlement, des consultations sont en cours avec divers organismes. La ministre Marie-Claude Bibeau et la députée de Sherbrooke Élisabeth Brière ont ainsi rencontré le directeur de la Grande Table de Sherbrooke vendredi pour discuter des besoins de cet organisme, qui sont très grands.

La Grande Table fournit présentement de 800 à 900 repas dans une dizaine d'écoles de Sherbrooke. Cette année, l'organisme a investi 225 000 \$ et a créé six postes pour augmenter sa productivité. Il pourra ainsi offrir des repas du midi dans de nouvelles écoles dès la rentrée 2024. Au total, l'organisme va alors fournir des repas dans environ le tiers des écoles de Sherbrooke, mais il sera bientôt au maximum de sa capacité. Et là, si on veut servir l'ensemble des jeunes de Sherbrooke [...], il faut qu'on se retrouse les manches et qu'on soit capables d'investir, mais sans aide gouvernementale, ça risque d'être difficile, précise le directeur général de l'organisme, Vincent Boutin.

Si l'argent est là, le milieu va être capable de se mobiliser et de servir encore plus de jeunes.

Une citation de Vincent Boutin, directeur général de la Grande Table

Il ignore encore la somme exacte qui reviendra à l'organisme, mais le fait de savoir que la subvention s'étendra sur cinq ans lui permet de prévoir la croissance de la Grande Table.

Le danger d'un OBNL [organisme à but non lucratif] comme on est, c'est lorsqu'on est à la remorque de

l'imprévisibilité des subventions, qui sont toujours renouvelables année après année. C'est dur de se dire : "Moi, dans trois ans, dans cinq ans, je veux servir l'ensemble des écoles de Sherbrooke." Avec l'annonce d'aujourd'hui, ça va nous permettre de nous projeter dans le temps. [...] Nous, ça va nous permettre de croître, d'aller chercher de nouvelles écoles, de servir et d'aider plus de jeunes à cause de ce coup de main-là, souligne Vincent Boutin.

C'est un programme qui était attendu. Les besoins sont criants, les besoins sont là. On sait que Sherbrooke, c'est une des circonscriptions les plus pauvres au Canada.

Une citation de Élisabeth Brière, députée fédérale de Sherbrooke

Négociations avec Québec

L'organisme ignore par ailleurs quand il pourra toucher cette subvention.

Toutefois, une somme pour l'ensemble du projet est déjà réservée du côté d'Ottawa et une partie sera versée à Québec, qui va ensuite la transférer aux écoles et aux organismes.

Ça va fonctionner par ententes. Pour le Québec, ça va être un transfert à Québec, donc on est en négociations pour voir comment ça va se dérouler. Généralement, ça tourne autour du pourcentage habituel que Québec reçoit, soit 22 ou 23 %, précise Élisabeth Brière.

L'intention est d'aller avec les provinces qui ont déjà un programme, et puis j'ai confiance que ça va bien se déployer, comme on a pu le faire avec les garderies, par exemple. Le but, c'est vraiment de bonifier et pas d'enlever l'argent de Québec pour le remplacer par l'argent d'Ottawa, a renchéri la ministre du Revenu national, Marie-Claude Bibeau.

Devenir barbier : le nouveau défi d'un travailleur d'usine

Mireille Chayer

L'histoire, pour le moins originale, est celle d'un Saguenéen déterminé qui a décidé de réaliser un de ses rêves à 50 ans. Il faut dire que Rémi Riverin ne manque ni d'audace ni de créativité.

Dans le sous-sol de sa maison, il a aménagé un salon de barbier qui semble tout droit sorti des années 60. Il s'agit de son plus récent projet. L'univers de la coiffure pour homme l'a toujours attiré, pourtant il n'a plus un seul cheveu sur la tête depuis environ 20 ans.

Il rit en soulevant sa casquette pour le prouver : Ça fait longtemps que je ne suis pas allé chez le coiffeur!.

Rémi Riverin a d'abord été enseignant en adaptation scolaire. Puis, poussé par son père travailleur d'usine, il a postulé chez Alcan où il a été embauché il y a plus de 25 ans. Il est opérateur et formateur dans le département des anodes. Cependant, il a toujours eu besoin d'exprimer sa créativité dans des projets externes.

Je travaille pour un excellent employeur, mais avec ma personnalité, pour me réaliser, j'ai besoin [de plus]. J'ai une fibre artistique, une grosse fibre sociale, donc ça m'a amené à un moment donné à ouvrir un bar, ça m'a amené à ouvrir une boutique de meubles vintage avec quelqu'un, raconte-t-il.

Il vogue ainsi d'un projet à l'autre depuis des années. Lorsqu'il a eu 50 ans en février, il s'est dit qu'apprendre le métier de barbier était une excellente idée.

C'est un projet de retraite. Je suis un peu hyperactif. Je m'assois rarement puis je n'ai pas envie, pendant 40 ans, de regarder par la fenêtre.

Une citation de Rémi Riverin

Sa retraite, il compte la prendre dans sept ans, mais il s'est dit qu'il n'était jamais trop tôt pour bien faire. Il s'est donc inscrit en soins de barbe et techniques de coupe, une attestation d'études professionnelles offerte pour la première fois cette année à Alma. Formation accélérée

La formation a commencé en mars et elle doit se terminer à la fin du mois de juin. Les cours sont offerts le soir pour répondre aux besoins des élèves qui, comme Rémi Riverin, sont pour la plupart des professionnels. Ainsi, quatre soirs par semaine, à raison de quatre heures par soir, ils reçoivent soit de la formation théorique en ligne, soit de la formation pratique en présentiel. Rémi Riverin doit faire la route au moins deux fois par semaine pour assister en présence à Alma.

La première fois avec mon p'tit sac à dos le 11 mars quand je montais à Alma dans un genre de pseudo tempête, je me disais : "J'ai ben pas de rapport". Je serais bien chez nous avec une série comme je fais d'habitude, se rappelle Rémi Riverin en riant.

Toutefois, plus de deux mois plus tard, il ne regrette rien. Bon élève, il est assidu et apprend avec humilité.

Tu penses que tu vas prendre les ciseaux puis tchic, tchic, tchic puis ça va être parfait, mais c'est pas ça. C'est technique, affirme-t-il en mimant le bruit des ciseaux.

Il progresse, un coup de ciseau à la fois, avec un rythme de vie effréné qui lui plaît bien.

Je me couche tard. Je me lève très tôt pour l'usine puis, quand je me couche, bien un, j'ai fait de la route puis deux, bien je fais juste penser aux techniques et si j'ai le malheur d'ouvrir mon téléphone et de voir un gars qui a une coupe de cheveux que je trouve belle, je me demande comment on fait puis là, ça me hante, dit-il en souriant.

Hanté par sa passion, rien de mieux, selon lui, pour vieillir sans regrets. Il conseille à tout le monde de faire comme lui et de foncer.

LE DEVOIR

Un enfant sur quatre présent sur les réseaux sociaux à 8 ans

40 % des jeunes de 8 à 12 ans possèdent leur propre cellulaire, selon une récente étude

ÉTIENNE PARÉ

CARLETON-SUR-MER

LE DEVOIR

Dès l'âge de huit ans, le quart des enfants au Québec ont déjà au moins un compte sur l'un ou l'autre des grands réseaux sociaux, que ce soit YouTube, Snapchat ou encore TikTok. Passé le cap des 12 ans, cette proportion atteint 84 %.

C'est ce que révèle un sondage mené par la firme Léger pour le compte des As de l'info, un média de CN2i, propriétaire des quotidiens régionaux, qui vulgarise l'actualité pour un lectorat préadolescent. Les résultats de ce coup de sonde réalisé auprès de plus de 500 jeunes ont été dévoilés vendredi lors du Festival international du journalisme de Carleton-sur-Mer, qui se déroule toute la fin de semaine en Gaspésie.

On y apprend que pas moins de 70 % des jeunes de 8 à 12 ans déclarent avoir un appareil électronique qui leur appartient. Ils sont 44 % à détenir une tablette, 40 % un cellulaire. Seulement 16 % des préadolescents rapportent avoir un ordinateur personnel.

« C'est important de ne pas diaboliser l'usage de la technologie, car ça fait partie de la vie quotidienne maintenant. Avoir une tablette, ça peut être une bonne chose. Ça dépend de quel usage on en fait. Est-ce qu'il y a un contrôle parental sur le contenu ? Est-ce que le parent veille à limiter le temps d'écran ? Ce qui est surtout important, c'est que l'enfant ne soit pas laissé à lui-même », a dit en entrevue au Devoir la psychologue Marie-Andrée Sergerie, en prenant connaissance de ce sondage.

Spécialiste de la cyberdépendance chez les jeunes, la Dre Sergerie se montre

plus préoccupée par la présence de jeunes enfants sur les réseaux sociaux. En cause : 25 % des répondants âgés de huit ans de ce sondage disent avoir déjà un compte à leur nom sur l'une des grandes plateformes.

« Après, il faut se demander si les parents sont d'accord ou si ce sont des enfants qui ont créé des comptes en cachette, en mentant sur leur âge. Mais dans tous les cas, ces résultats nous amènent à nous poser des questions. Huit ans, c'est un peu jeune pour être sur les réseaux sociaux. L'enfant n'a peut-être pas la maturité qu'il faut à cet âge », souligne Marie-Andrée Sergerie.

Évidemment, plus l'enfant vieillit, plus il a tendance à adhérer aux réseaux sociaux. De sorte que 84 % des enfants qui ont atteint l'âge de 12 ans rapportent être inscrits à au moins une plateforme, souvent à plusieurs. En moyenne, les 8 à 12 ans qui sont présents sur les réseaux sociaux sont abonnés à une, deux ou trois plateformes en moyenne. YouTube, TikTok et Snapchat sont les plus populaires.

Ce sondage confirme ce que l'on savait déjà : Facebook et Instagram, tous deux propriété de Meta, sont des réseaux sociaux vieillissants, qui sont devancés par leurs concurrents parmi les générations Z et Alpha. À peine 8 % des 8 à 12 ans disent avoir un compte Instagram ; 18 % sont sur Facebook, contre 28 % pour TikTok.

Une étude publiée au début du mois par l'Observatoire des technologies médias (OTM), une division de CBC/Radio-Canada, abondait dans ce sens. En effet, 36 % des Canadiens âgés de 7 à 17 ans disaient utiliser Facebook, alors que TikTok rallie 53 % d'entre eux.

Le sondage commandé par *Les As de l'Info* s'est aussi penché sur le rapport des jeunes de 8 à 12 ans avec l'actualité. Déjà, à cet âge, les différences entre filles et garçons sont notables. Par exemple, 53 % des garçons disent s'intéresser aux nouvelles qui concernent les sciences et les technologies, une proportion qui descend à 30 % chez les jeunes filles. Le sport capte également l'intérêt des garçons (56 %), mais beaucoup moins des filles (24 %). C'est tout l'inverse pour la culture dans les médias : 55 % des filles de 8 à 12 ans y prêtent attention, contre à peine 17 % des garçons.

LEDEVOIR

Primum non nocere (bis)

NORMAND

BAILLARGEON



Vous le savez sans doute, je souhaitais qu'on mette fin au cours Éthique et culture religieuse et qu'on le remplace par un cours axé sur la citoyenneté. C'est chose faite. Et les responsables de sa conception ont fort bien travaillé. Chapeau. Jugezen. Voici le programme pour le primaire et celui pour le secondaire.

Mais. Car il y a des mais.

L'école est une institution particulière

Pour y venir, il faut se rappeler et sérieusement prendre en compte des choses qui font que l'école est à ce point une institution particulière.

On y transmet des savoirs, on socialise, on qualifie, certes. Mais on s'adresse à des enfants et à des jeunes. On doit veiller à ne pas les faire adhérer inconditionnellement à des idées ou à des pratiques débattues et débattables ou, pire, dangereuses. La philosophe Hannah Arendt pensait qu'on devait se montrer conservateur à son endroit, de manière à permettre aux nouveaux venus dans un monde déjà vieux d'y innover à leur tour.

Si nous adoptons cette sage perspective, on voudra toujours, d'abord et avant tout, ne pas faire de mal. Ni psychologique ni physique. Primum non nocere.

Imaginez à présent un sujet complexe, polémique et hautement diviseur dans la société, parmi les adultes. Pour diverses raisons, on doit ou on veut en parler à l'école, aux enfants.

Des feux rouges s'allument aussitôt.

Les outils pour ne pas faire de mal

Pour agir sagement, on souhaitera, partout où c'est possible, se baser sur le savoir le mieux établi.

On se demandera aussi, très sérieusement, à partir de quel âge on peut parler de ce délicat sujet et ce qu'on peut alors en dire. On veillera surtout à ne pas endoctriner et à ne pas faire de mal. On mettra tout en place pour que l'enseignant ne se mue pas en militant d'une cause et la classe, en champ de bataille idéologique. On fera tout cela et on le fera plus encore si ce qui sera enseigné peut avoir de graves conséquences pour les enfants.

En ce moment, vous le savez, toutes les questions relatives au sexe, au genre et aux personnes trans sont de cet ordre.

En faisant appel au savoir le plus solidement établi, on apprendra qu'il existe un immensément large consensus parmi les biologistes nous disant que le sexe est une réalité biologique, qu'il est binaire et défini par les gamètes. On visionnera à ce sujet le riche matériel proposé par le biologiste François Chapeau.

On apprendra aussi que des pratiques médicales de transition et d'aide à la transition appliquées aux jeunes personnes et longtemps couramment employées sont désormais ici remises en question et là interdites, par exemple en Norvège, en Angleterre et en Finlande.

On lira avec horreur l'histoire de la clinique d'identité de genre Tavistock à Londres, récemment fermée, où des personnes non compétentes pour le faire prescrivaient des hormones ou des bloqueurs de puberté à des

enfants, au nombre inexplicablement croissant et qui n'en tiraient trop souvent pas de bienfaits.

On lira le rapport Cass sur ces questions, produit d'années de travail par une équipe sérieuse et compétente. Il conclut notamment qu'il n'y avait que « des preuves remarquablement faibles » en faveur de l'utilisation de bloqueurs de puberté et de traitements hormonaux pour les enfants souffrant de troubles du genre.

Sans aucun doute, il faudra se parler entre adultes de tout cela et dans le respect de tout le monde et des droits de chacun. Mais que faire à l'école, avec les enfants ?

Mes mais...

Le sexe, veut-on enseigner dès le primaire, est, selon ce programme, une « catégorie sociale qui répartit la population entre femmes et hommes à partir de caractéristiques physiologiques ». J'en ai une autre définition, dira sans doute à l'élève son enseignant de biologie...

Dans le programme au secondaire, on nous parle de « sexe assigné à la naissance ». Vraiment ? Plusieurs

affirment plutôt qu'on le constate. Et même avant la naissance.

Marie-Claude Girard, pour son intervention devant le comité des sages sur le sujet, a pris le temps de consulter des ressources et des outils qu'on suggère aux personnes intervenant auprès de la petite enfance et d'élèves du primaire et du secondaire sur le sexe et le genre. Elle y a trouvé de troublantes assertions présentées comme scientifiques, mais qui font pourtant débat. On remet en question la binarité du sexe et on affirme l'existence d'un troisième sexe (intersexe ou autre) ; on nie la réalité biologique des femmes (qui deviennent des cisgenres) en affirmant que ce mot n'est pas lié à l'anatomie de la personne. Et d'autres assertions encore.

Des feux rouges doivent s'allumer. Certes, on ne sait pas encore comment tout cela se traduira dans les incarnations concrètes de ce programme, en classe, ni comment les enseignants et les autres intervenants vont traiter de toutes ces questions. Mais prudence.

Et tout le monde, parents, scientifiques, médecins et le public en général, doit porter une grande attention à ce qui va se passer. Primum non nocere. Les enfants d'abord.

LEDEVOIR

Catapulter la découvrabilité culturelle

La nouvelle plateforme Catapulte, conçue par Culture Montréal, promet de rendre l'art plus accessible aux élèves de la région, en arrangeant un mariage heureux entre les milieux culturel et scolaire.

ROSE CARINE HENRIQUEZ

COLLABORATION

« L'impact sera formidable à plusieurs niveaux, explique Johanne Leblanc, directrice de l'école primaire de l'Amitié, qui a pris part à l'évaluation de la plateforme ainsi qu'à l'analyse des soumissions d'artistes désirant s'y inscrire. D'un point de vue pratique, la plateforme minimise le temps de recherche grâce à des soumissions ciblées adaptées à divers besoins éducatifs. »

Actuellement, les artistes québécois qui offrent des ateliers artistiques sont recensés dans le Répertoire culture-éducation qui compte plus de 2500 fiches d'artistes, d'écrivains et d'organismes. On peut y faire des recherches par région, par discipline ou par niveau scolaire. Catapulte va un peu plus loin en prenant en compte les besoins spécifiques des élèves, ainsi que la logistique entre l'artiste et l'école.

La logistique est justement ce que l'autrice jeunesse Josée Bournival met en avant comme un des avantages du nouvel outil qui sera lancé en septembre prochain et qui répertorie les offres culturelles montréalaises. La créatrice de la série Zalou considère cette plateforme comme essentielle, en raison notamment des défis logistiques et financiers que pose la tournée des écoles à travers le Québec. « Cette année, j'ai animé près d'une centaine d'ateliers dans les écoles, mais moins de la moitié de ces ateliers ont eu lieu en Montréal, explique-t-elle. Pour moi, cela signifie des nuits passées hors de chez moi et des heures de déplacement non rémunérées, donc il est nettement plus avantageux de mener des ateliers dans ma région. »

En plus de faciliter les mises en relation entre écoles et artistes, la plateforme simplifie également la préparation en amont des ateliers. « L'activité qui précède la venue de l'artiste est clé en main, indique Johanne Leblanc. Si du matériel de l'artiste est nécessaire, il sera disponible sur la plateforme et les enseignants pourront l'imprimer ou le présenter afin que les enfants soient prêts. »

Sur le plan administratif, cet outil fait également gagner du temps. « Il génère automatiquement des éléments que nous devions auparavant

gérer manuellement, comme la facturation, explique Mme Leblanc. Tout est envoyé directement à la direction pour signature, ce qui facilite le travail jusqu'au secrétariat de l'école. »

La découvrabilité, un défi national

Une des préoccupations du milieu scolaire était l'importance de l'alignement des activités avec les besoins pédagogiques, selon Johanne Leblanc. « Nous avons beaucoup insisté sur la prise en compte de la clientèle, sur le fait de s'assurer que l'activité ne passe pas inaperçue parce qu'elle ne s'adresse pas au bon âge ni au bon type d'élèves », développe-t-elle.

Ce à quoi Culture Montréal a répondu en travaillant à ce que les apprentissages soient alignés sur les compétences que les professeurs doivent évaluer. « Le maillage se fait de manière plus adéquate avec les artistes, estime Josée Bournival. De notre côté, nous allons gagner en visibilité, mais les écoles ressortent gagnantes aussi parce que l'offre sera davantage détaillée et mettra en lumière ce qui est bénéfique pour elles. »

La plateforme Catapulte, qui vise à améliorer la découvrabilité du contenu culturel, mobilise divers acteurs clés, y compris Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ), qui travaille depuis plusieurs années à rendre plus repérable et découvrable la production culturelle et éducative au Québec. « On se rend compte qu'il y a une sous-utilisation des contenus culturels qui sont pourtant de qualité, souligne Mathieu Thuot-Dubé, directeur principal de l'éducation et de l'action culturelle à BANQ. Il y a un problème de langage qui est très culturel et peu éducatif, donc pour l'enseignant, c'est tout un défi de faire le transfert. »

Catapulte va donc s'attacher à rectifier le tir en testant des approches proposées par BAnQ, comme l'utilisation de mots-clés particuliers et du vocabulaire contrôlé pour faciliter la recherche par les enseignants.

La découvrabilité s'appuie principalement sur les données et des métadonnées. Ces « mots invisibles » jouent un rôle essentiel dans le processus de la découvrabilité. « Notre objectif est que ces mots-clés soient plus en phase avec le vocabulaire naturel des enseignants, ce qui manque actuellement », explique M. ThuotDubé. Il souligne également que les termes trop spécifiquement culturels ne facilitent pas la tâche des enseignants et provoquent un désalignement avec les programmes de formation de l'école québécoise.

On va jusqu'à espérer un jour pouvoir intégrer l'offre culturelle et éducative directement dans les systèmes intégrés des bibliothèques scolaires, « permettant ainsi à l'enseignant d'y accéder via ses outils de tous les jours », ajoute Mathieu Thuot-Dubé.

Faciliter l'intégration de l'art dans les écoles

Le projet Catapulte possède ultimement l'objectif d'amener les différentes formes d'art à l'école. « Cela peut nourrir la flamme, ce qui est déjà présent, mais qui n'est pas tout le temps entretenu dans le milieu familial, ni même dans le milieu scolaire, parce qu'évidemment, on va donner la priorité au scolaire, avance Josée Bournival. Il faut arrêter de voir la culture comme une gâterie, comme quelque chose qui n'est pas nécessaire.»

Johanne Leblanc abonde dans le même sens. « Je pense que l'art guérit. C'est une ouverture qui peut sans aucun doute permettre à un élève d'ouvrir son esprit, d'avoir un but, un projet, un rêve, ou de comprendre que sa pensée fonctionne de manière artistique. Cela peut particulièrement aider les enfants qui ont plus de difficulté dans des domaines très pragmatiques. »



1 MILLIARD DE DOLLARS EN JEU

Les finances des écoles privées sont gardées secrètes

FRANCIS VAILLES
La Presse

Les syndicats ne sont pas les seuls à rendre leurs états financiers difficilement accessibles. Bien d'autres organisations quasi publiques sont réfractaires.

Parmi elles figurent les écoles privées du Québec, pourtant largement financées par les contribuables. J'ai fait le tour des sites internet de plusieurs établissements dans l'espoir d'y dénicher les fameux états financiers, mais sans succès. Parfois, on y trouve un rapport annuel, mais oubliez les données financières, elles n'y sont pas.

J'ai fait la demande directement à certaines écoles, mais elles ont refusé. C'est le cas du collège Jean-de-Brébeuf ou du collège Regina Assumpta, à Montréal. D'autres écoles n'ont pas répondu.

Plus de 660 millions de l'État

Le gouvernement du Québec verse pourtant plus de 660 millions de dollars par année aux écoles privées – environ 60 % de leur financement – et les parents, probablement plus de 400 millions, selon mes renseignements¹. Cette part n'est-elle pas suffisante pour avoir accès aux états financiers ?

Je suis tout de même parvenu à obtenir les subventions que reçoit chacun de ces établissements, mais sans les détails qu'offrent les états financiers. (Le classement par école est au bas de cette chronique.) Un avant-goût : le collège Charles-Lemoyne, sur la Rive-Sud de Montréal, est celui qui a reçu le plus de l'État cette année, soit 16,1 millions.

Le 7 mai, je racontais la bataille d'une syndiquée du milieu de l'enseignement qui a tenté d'avoir les états financiers de son syndicat, mais en vain. Un article du Code du travail aurait dû lui rendre la tâche facile, mais elle n'a pu obtenir qu'un résumé, au bout du compte².

À la Fédération des établissements d'enseignement privés (FEEP), on me répond que les écoles privées ne sont pas tenues de divulguer leurs états financiers, étant des « corporations privées ».

Dans certains cas, les parents pourraient en prendre connaissance à l'assemblée générale de l'école, s'ils y sont conviés, me dit la porte-parole Geneviève Beauvais.

Vérification faite, ce n'est pas le cas pour les collèges Jean-de-Brébeuf et Regina Assumpta. « Étant un organisme sans but lucratif privé, le Collège Jean-de-Brébeuf a pris la décision, il y a plusieurs années, de ne pas partager ses états financiers, peu importe la provenance de la demande », me répond le porte-parole de Jean-de-Brébeuf, Jonathan Gagné.

À Regina Assumpta, on m'écrit que « seuls les membres du C.A. et la direction générale ont accès à ces données ».

Pourtant, la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics* est claire. L'article 6 précise que les écoles privées font partie des organisations scolaires qui doivent montrer patte blanche « à l'égard des documents détenus dans l'exercice de leurs fonctions relatives aux services éducatifs faisant l'objet de l'agrément et à la gestion des ressources qui y sont affectées ».

À ce sujet, Geneviève Beauvais m'explique que l'accès a parfois été accepté pour la portion éducative de l'établissement, mais pas pour le reste des renseignements financiers (location de locaux, etc.). Elle ajoute que les états financiers sont examinés pour le renouvellement de permis par la Commission consultative de l'enseignement privé, qui relève du ministère de l'Éducation.

Fin de non-recevoir aussi au ministère de l'Éducation du Québec (MEQ). Le Ministère a certains états financiers, mais il ne les diffuse pas, puisqu'ils sont « généralement considérés comme des renseignements ayant un caractère confidentiel », me dit-on au MEQ.

Eh bien, tu parles...

5668 \$ par élève

À défaut des états financiers, le Ministère m'a tout de même transmis, sur mon insistance, un document qui contient les subventions qui ont été versées à chacune des écoles privées pour les années 2022-2023 et 2023-2024. Le document fait 3843 pages !

Je me suis farci le document pour vous en extirper les renseignements pour les principales écoles privées du Québec.

En moyenne, donc, les écoles privées ont reçu 5668 \$ par élève en 2023-2024. L'allocation de base est de 5325 \$ au secondaire et de 4154 \$ au primaire, ce à quoi s'ajoutent certaines sommes pour des missions particulières (culture, lecture, informatique). L'école Vanguard, dont les élèves ont des troubles d'apprentissage, reçoit trois fois plus (18 592 \$).

Les subventions sont donc proportionnelles au nombre d'élèves. L'établissement qui compte le plus d'élèves est le collège Charles-Lemoyne (2807 élèves), sur la Rive-Sud. Ses subventions s'élèvent à 16,1 millions.

Suivent le collège Stanislas (13,2 millions) et le collège Durocher Saint-Lambert (13,6 millions). Regina Assumpta est au 4^e rang (12,8 millions), tandis que Brébeuf vient au 28^e rang (6,8 millions). J'ai exclu du classement les écoles qui comptent moins de 1190 élèves au secondaire ou moins de 2000 élèves au total.

C'est le collège Letendre, de Laval, qui a réussi à obtenir le plus par élève (6333 \$), notamment en raison d'une allocation pour « micro-informatique à des fins éducatives ».

Bref, les écoles privées reçoivent énormément d'argent public et il est inadmissible qu'elles aient le droit de cacher leurs états financiers.

Après tout, les universités à charte, comme l'Université de Montréal ou l'Université Laval, ont un statut semblable à celui des écoles privées, avec des subventions de l'État, et elles publient intégralement leurs états financiers sur leur site internet. Pourquoi pas les écoles privées ?

1. En règle générale, on estime que les écoles privées sont financées à hauteur de 60 % par le gouvernement du Québec, avec des écarts variant entre 45 % et 72 %, selon les estimations. Pour le reste, ce sont les parents qui paient, en plus des revenus que tirent les écoles d'activités externes, comme la location de leurs installations (piscine, gymnase, etc.).

Subventions reçues par les principales écoles privées¹

	Effectif scolaire	Subventions (en millions)
Collège Charles-Lemoyne	2 807	16,1
Collège Stanislas ²	2 548	13,2
Collège Durocher Saint-Lambert	2 379	13,6
Collège Régina Assumpta	2 241	12,8
Académie Lafontaine ³	2 148	11,3
Académie Sainte-Thérèse ⁴	2 119	11,0
Collège Sainte-Anne	2 117	12,0
Collège Laval	2 074	11,8
Académie Saint-Louis ⁵	2 055	10,9
Villa Maria	1 895	11,0
Collège Letendre	1 890	12,0
Collège Jean-Eudes	1 796	10,2
Collège Notre-Dame	1 784	10,2
Collège Bourget (10)	1 778	9,8
Collège Saint-Sacrement	1 589	9,3
Collège français (1965)	1 575	9,3
Collège Jean de la Mennais	1 516	8,6
Collège de Montréal	1 505	8,6
Collège Mont-Saint-Louis	1 456	8,3
Collège St-Jean-Vianney	1 438	8,3
Collège Reine-Marie	1 428	8,3
Collège de l'Assomption	1 375	7,9
Séminaire de Sherbrooke	1 299	7,4
Séminaire Saint-François	1 293	7,4
Pensionnat du Saint-Nom-de-Marie	1 282	7,4
Collège Esther-Blondin	1 268	7,3
École Marcellin-Champagnat	1 219	7,0
Collège Jean-de-Brébeuf	1 198	6,8
Ensemble du Québec ⁶	117 049	663,5

1. Nous avons exclu de ce tableau les écoles qui comptent moins de 1190 élèves au secondaire ou moins de 2000 élèves au total. Le nombre d'élèves indiqué est pour le secondaire, sauf indication contraire. Les subventions pour le transport scolaire sont exclues.

2. Le collège Stanislas compte 1255 élèves au secondaire, 1104 au primaire et 189 au préscolaire.

3. L'Académie Lafontaine compte 1207 élèves au secondaire, 853 au primaire et 88 au préscolaire.

4. L'Académie Sainte-Thérèse compte 1071 élèves au secondaire, 923 au primaire et 125 au préscolaire.

5. L'Académie Saint-Louis compte 1252 élèves au secondaire, 691 au primaire et 112 au préscolaire.

6. Pour l'ensemble du Québec, les écoles privées comptent 88 703 élèves au secondaire, 25 304 au primaire et 3042 au préscolaire.

Un « village gaulois » en Outaouais

Une école secondaire de Gatineau est l'une des rares où les cellulaires sont bannis lors des pauses et le midi

DAPHNÉE DION-VIENS

Le Journal de Québec

GATINEAU | L'école secondaire Grande-Rivière, à Gatineau, est l'une des rares écoles secondaires publiques québécoises qui résistent toujours à l'envahisseur : le cellulaire y est interdit partout pendant la journée d'école, sauf exception. Alors que le gouvernement Legault réfléchit à élargir l'interdiction des téléphones intelligents à l'extérieur de la classe, Le Journal s'est rendu dans cette école secondaire pas tout à fait comme les autres.

1. À l'école secondaire Grande-Rivière, de Gatineau, le cellulaire est interdit pendant la journée scolaire, sauf exception. Sur le mur, les consignes de l'école en matière d'appareils électroniques.

Entre ses murs, vous n'y trouverez pas d'élèves le nez rivé sur leur cellulaire en silence, entre les rangées de casiers ou dans les corridors. Lors du passage du Journal, le niveau de décibels était plutôt élevé dans l'atrium coloré, où les élèves discutaient et riaient pendant l'heure du dîner.

Même si les règles entourant le cellulaire ne font pas l'unanimité, plusieurs jeunes sont d'accord avec la ligne dure. « Ça permet que les téléphones ne soient pas le centre d'intérêt et je trouve ça génial », affirme Dahlia, une élève de cinquième secondaire.

FAIRE « LE BON CHOIX »

Les cellulaires ont toujours été persona non grata entre les murs de cette école secondaire qui accueille environ 1700 élèves, raconte Jean-François Bergeron, qui y est animateur de la vie étudiante depuis près de 20 ans.

« On a toujours été comme le petit village gaulois qui croit pur et dur que le cellulaire n'avait pas sa place à l'école, lance-t-il. On est toute une équipe à y croire. Et finalement, avec toutes les études qui sortent dernièrement, on constate qu'on a fait le bon choix. »

Les téléphones intelligents sont interdits à partir de la première cloche, qui annonce le début de la journée de classe, jusqu'à la fin de la dernière période en après-midi.

Les élèves qui ont besoin de communiquer avec leurs parents peuvent sortir à l'extérieur de l'école ou se rendre dans un local le midi où l'utilisation des cellulaires est autorisée, sous surveillance.

Lors du passage du Journal, en début de semaine, il n'y avait qu'une dizaine d'élèves dans un local qui peut en accueillir une trentaine.

« Il y a tout le temps des élèves qui vont y aller, mais les gens ne s'arrachent pas les places comme au début », indique M. Bergeron.

DES APPAREILS CONFISQUÉS

Le code de vie, qui est approuvé et renouvelé chaque année, prévoit que lors d'un troisième avertissement, le parent doit venir chercher le cellulaire de son enfant le lendemain de la confiscation.

La sanction produit habituellement son effet, puisque peu de parents reviennent à l'école plus d'une fois pour récupérer un cellulaire, affirme M. Guitard.

« Il y a quand même une bonne collaboration des parents », dit-il.

Le personnel de l'école confisque en moyenne une dizaine de téléphones par jour, indique la directrice adjointe, Martine Émond. « Ça se gère bien, le personnel met l'épaule à la roue », dit-elle.

« Ça reste de la gestion, mais c'est comme pour n'importe quelle règle », ajoute Serge Guitard.

« Depuis qu'il fait beau, le problème, c'est plus les gilets bedaine que les cellulaires », lance-t-il en riant.

**le journal
de montréal**

Des élèves applaudissent, d'autres s'y opposent

DAPHNÉE DION-VIENS

Le Journal de Québec

GATINEAU | L'interdiction du cellulaire pendant toute la journée à l'école secondaire Grande-Rivière ne fait pas l'unanimité parmi les élèves. Mais plusieurs, surtout les plus âgés, s'en réjouissent, a constaté Le Journal.

C'est le cas de Charles, un élève de quatrième secondaire. « Notre génération, on a été élevé avec la COVID et l'école en ligne, les jeux vidéo, les cellulaires... Une fois à l'école, dans les couloirs et le midi, c'est bien de ne pas toujours être là-dessus. Si c'était permis, je serais là-dessus la plupart du temps moi aussi. Si ton ami sort son cellulaire, c'est sûr que tu vas faire la même chose », dit-il.

Amy, une élève de cinquième secondaire, voit aussi les règles de son école d'un bon oeil. « Ça permet de mieux profiter du moment présent, lance-telle. Ça permet de nous déconnecter et de ne pas penser si telle personne a liké ma story ..»

« UN ANTISTRESS »

D'autres élèves aimeraient toutefois pouvoir utiliser leur téléphone à l'intérieur de l'école, notamment pour envoyer des messages ou jouer à des jeux entre amis.

Il n'y a d'ailleurs pas que des effets négatifs liés à l'usage du cellulaire à l'école, affirme Anne-Sophie, une élève de première secondaire.

« Ça peut aussi être un antistress, ça peut m'aider à me faire relaxer et à me changer les idées », dit-elle.

Myranda, un autre élève de première secondaire, croit que l'emprise du cellulaire sur les ados n'est pas si grande en réalité.

« Si on avait le droit, je ne pense pas qu'on serait toujours là-dessus et que ça serait un problème, dit-elle. Oui, j'aimerais ça que ce soit plus libre le midi. »

SE CACHER POUR TEXTER

Certains élèves ont toutefois bel et bien de la difficulté à se passer de leur téléphone pendant la journée d'école, raconte la technicienne en loisir Véronique Cyr.

« Il y a des jeunes qui vont dans les salles de bain se cacher pour aller sur leur cellulaire, on doit intervenir régulièrement », dit-elle.

D'autres ados sont toutefois bien conscients du problème. « Notre génération est vraiment rendue un peu accro aux écrans, c'est vraiment un problème, affirme Marianne, qui est en deuxième secondaire. Si le téléphone était permis à l'école, je pense que ça aggraverait la situation. Là, tu as une pause pendant la journée, tu peux faire d'autres activités. »

**le journal
de montréal**

L'interdiction chez les jeunes n'est pas la solution

AGENCE QMI | Le gouvernement devrait miser sur l'éducation et l'encadrement plutôt que d'interdire les réseaux sociaux chez les jeunes de 16 ans et moins, estime l'enseignant au secondaire Sylvain Duclos.

« On a déjà une interdiction des réseaux sociaux pour les moins de 13 ans [...], mais les jeunes y sont quand même. Ils le font eux-mêmes, ils détournent ou bien les parents leur donnent l'autorisation », a-t-il argumenté sur les ondes de LCN.

Une telle interdiction ne serait possiblement pas applicable, soutient l'enseignant, qui estime qu'il faut se questionner sur le contenu consulté par les jeunes et les façons de l'encadrer.

« L'éducation aux médias sociaux, on en fait, mais très peu dans la société, de la part des parents et à l'école.

L'interdiction, c'est toujours une voie un peu facile », affirme Sylvain Duclos.

« Les jeunes vont avoir des cellulaires dans la vie de tous les jours, ils devront apprendre à gérer ça », ajoute-t-il.

M. Duclos note aussi que les ados réalisent eux-mêmes que leurs interactions sociales sont difficiles en raison de l'omniprésence des écrans dans leur vie.

« J'ai des jeunes cette semaine qui disaient en classe : "On commence à être fatigués d'avoir toujours des notifications, d'avoir toujours la pression de répondre à des textos, de se faire localiser sur Snapchat, etc." », raconte-t-il.

**le journal
de montréal**

Prof indemnisée à cause d'une mère harceleuse

La direction n'a rien fait pour faire cesser ces manœuvres

CAMILLE PAYANT Le Journal de Montréal

Une enseignante de cinquième année recevra une indemnisation de 45 000 \$ de son Centre de services scolaire, qui n'a rien fait pour faire cesser le harcèlement dont elle était victime de la part de la mère d'un élève.

Au début de la rentrée 2017 à l'école primaire de Saint-Michel, à Québec, Élisabeth Jalbert a été informée par des collègues que l'un des élèves était peu attentif, souvent désorganisé et qu'il avait de sérieuses difficultés en français et en mathématiques.

La mère, voulant que son fils améliore ses résultats scolaires afin d'intégrer le programme Sport-études l'année suivante, s'est vite mise à échanger avec l'enseignante. Quarante-deux messages ont été envoyés en sept semaines.

Au départ, le ton était cordial. Mme Jalbert était même qualifiée d'« amour de prof ».

L'enseignante suivait l'enfant de près, le gardait en récupération après la classe ou surveillait son sac pour qu'il n'oublie pas son matériel à la fin de la journée.

Or, dès la mi-octobre, la mère a contacté le Centre de services scolaire (CSS) des Premières-Seigneuries pour « se plaindre particulièrement du travail effectué par [Mme Jalbert] en classe », indique-t-on dans une première décision rendue en 2022.

LA FAIRE SORTIR DE L'ÉCOLE

La mère de l'élève a alors menacé de porter plainte auprès du ministère de l'Éducation et d'alerter les médias.

« Je m'engage personnellement à [sic] la faire sortir de cette école et je ne lâcherai pas... », a-t-elle écrit à la direction plus tard.

En novembre 2017, Mme Jalbert est tombée en arrêt de travail.

Selon le Syndicat de l'enseignement de la région de Québec, le CSS s'est soumis « aux menaces de la mère » en acceptant de la rencontrer afin d'écouter ses reproches et de passer en revue les résultats de son fils.

Quelques semaines après son retour en classe au printemps 2018, Élisabeth Jalbert a retrouvé dans le dossier de l'élève un courriel à propos de cette rencontre.

Il avait alors été convenu de révéifier la correction de tous les examens. Les nouveaux tests devaient aussi être corrigés par une autre personne.

On y apprend également que Élisabeth Jalbert « est filmée en tout temps », à son insu, à l'aide de la montre intelligente de l'enfant.

L'enfant a finalement été changé de classe en mai 2018.

Selon l'arbitre, le Centre de services scolaire a « failli à ses devoirs » en ne prenant pas les moyens raisonnables pour faire cesser le harcèlement psychologique.

Il l'a donc récemment condamné à verser à Mme Jalbert 30 000 \$ en dommages moraux, 10 000 \$ en dommages punitifs et 5000 \$ en perte de salaire.

**le journal
de montréal**

Quand même les professeurs achètent la paix avec des bonbons et des écrans !

Emmanuelle Latraverse

Tous les enfants de cette école primaire de Montréal rêvent de l'avoir en sixième année.

Au retour de 22 jours de grève, ils lui ont même promis de « collaborer pour qu'elle ne parte pas en congé de maladie ».

Pas de temps à perdre dans sa classe. L'automne s'est passé en anglais intensif, il faut donc couvrir toutes les autres matières en 5 mois.

Mais ça ne l'empêche pas de donner congé à ses élèves tous les vendredis après-midi.

ACHETER LA PAIX

Bienvenue aux « vendredis bonbons, écrans » !

Tous les vendredis, les élèves de Mme J. peuvent apporter des bonbons ou d'autres cochonneries et profitent d'un après-midi libre à jouer sur leurs écrans.

Jeux vidéo, YouTube, et j'en passe. Les élèves sont aux anges, il faut croire que Madame a la sainte paix.

Face aux interrogations des parents, celle-ci a répondu qu'elle essaie de lâcher du lest pour que les enfants terminent l'année agréablement.

« Ils travaillent tellement fort à récupérer le temps perdu pendant la grève. »

Comme me l'a confié un de ces parents, « notre combat numéro un à cet âge-là, c'est les écrans et les bonbons, et voilà que l'école en remet ! »

Tout au plus, Mme J. a-t-elle fini par acquiescer que les bonbons étaient peut-être de trop.

DÉCONNECTÉ

Les récompenses du vendredi ne sont rien de nouveau.

Il fut un temps où les élèves méritaient une récré extralongue, une sortie au parc.

Mais non, pas dans la classe de Mme J.

Dans ce monde où les gouvernements s'interrogent sur la place omniprésente des écrans dans la vie des jeunes, où les parents s'arrachent les cheveux à les faire décrocher, celle-ci a jugé que ses élèves méritent une liberté que leurs parents ne leur consentent pas.

L'impact des écrans sur le développement neurocognitif des jeunes fait la manchette, mais elle conclut que ce ne sont pas deux heures de plus qui feront pencher la balance.

On se désole de la sédentarité des enfants, de l'impact sur leur santé et leur apprentissage, mais elle a jugé que d'utiliser deux heures de temps libre par semaine à les laisser assis en classe était une bonne idée.

Et la grève ? ? Il faut croire que tous ses élèves sont des génies et que, contrairement aux autres, ils n'ont pas de rattrapage à faire.

OMERTÀ

Et qu'en dit la direction ? Difficile d'imaginer qu'elle n'est pas au courant.

Dans le climat actuel, oserait-elle intervenir et affronter la levée de boucliers syndicale pour atteinte à « l'autonomie professionnelle » ?

Voyez-vous, les parents ont peur de trop brasser la cage.

C'est la raison pour laquelle ils m'ont demandé de taire le nom de l'école et de l'enseignante.

Mme J. est une bonne enseignante et à six semaines de la fin de l'année, ce n'est pas le temps de se la mettre à dos. Encore moins de mettre en péril la réussite scolaire de fiston.

Vivement que les ailes jeunesse de la CAQ et du PQ réclament un meilleur encadrement des écrans à l'école !

Quelle place pour les violences sexuelles au « grand colloque » du ministre Drainville?

Sébastien Desrosiers

Dans une semaine, la première journée de mobilisation contre la violence et l'intimidation dans les écoles, organisée par le ministre de l'Éducation Bernard Drainville, rassemblera environ 300 personnes à Québec, mais certains groupes déplorent de ne pas avoir été invités à y participer et s'inquiètent de la place qui sera faite aux violences à caractère sexuel dans la programmation.

Ce grand colloque, a souligné Bernard Drainville, sera l'occasion de rassembler des intervenants du milieu scolaire pour faire le point sur les situations de violence dans les écoles et pour réfléchir à des pistes de solutions pour combattre ce fléau.

Le Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (RQCALACS) fait partie de ceux qui ont l'impression d'avoir été ignorés dans la première ronde d'invitations.

Il y a un grand questionnement de notre part du fait de ne pas avoir été invités, affirme Justine Chénier, responsable des communications au RQCALACS.

On se demande quelle place vont avoir les violences sexuelles dans ce type de colloque là.

Le Regroupement des CALACS, qui existe depuis 45 ans, fait de la prévention dans les écoles secondaires, dans le cadre du programme Empreinte – Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel.

On le voit quotidiennement, nos centres sont confrontés à ces réalités-là presque tous les jours, toutes les semaines, explique Justine Chénier. C'est une problématique qui est réelle, qui est omniprésente.

Le collectif « La voix des jeunes compte », qui regroupe des jeunes qui luttent contre les violences sexuelles, n'a pas été invité lui non plus.

Le ministre Drainville veut entendre le plus d'organisations possible

Le cabinet du ministre de l'Éducation explique que les invitations à participer à cette journée ont d'abord été

transmises aux personnes et partenaires qui travaillent très étroitement dans le réseau, comme les directions d'établissements et les centres de services scolaires.

Nous avons pris bonne note des autres organisations qui ont levé la main et des réponses seront envoyées à cet effet d'ici la fin de la journée, écrit-on dans une déclaration transmise à Radio-Canada.

Le ministre souhaite aborder trois grands sujets à l'occasion de cet événement : la prévention, l'intervention et les sanctions à imposer quand des cas de violence ou d'intimidation se produisent dans les écoles.

C'est une journée importante pour notre réseau, c'est la première fois que ça se fait, souligne son cabinet. On veut entendre le plus d'organisations possible, ainsi que les gens qui sont directement impliqués sur le terrain.

Le 27 octobre dernier, le ministre de l'Éducation présentait son plan pour combattre la violence dans les écoles, doté d'un budget d'environ 30 millions de dollars sur cinq ans.

Les discussions porteront notamment sur les meilleures pratiques et les défis rencontrés lors de l'application du plan de lutte contre la violence et l'intimidation, dont les écoles doivent obligatoirement se doter.

Québec solidaire demande l'ajout d'une journée sur les violences sexuelles

Bien qu'elle salue cette initiative, la députée de Mercier et porte-parole de Québec solidaire en matière d'éducation, Ruba Ghazal, croit que le ministre Drainville doit ajouter une journée au colloque pour traiter spécifiquement des violences à caractère sexuel dans les écoles.

C'est vraiment un élément particulier des violences, les violences à caractère sexuel, insiste Ruba Ghazal. On ne peut pas les traiter de la même façon que n'importe quel autre type de violence, psychologique, verbale ou physique.

Une journée supplémentaire donnerait l'occasion, selon elle, d'aborder à nouveau la possibilité d'instaurer une loi-cadre sur les violences sexuelles, comme il en existe pour les cégeps et les universités. C'est d'ailleurs l'objet d'un projet de loi qu'elle a déposé à l'Assemblée nationale l'an dernier, avec l'appui des autres partis d'opposition.

Il y a une unanimité dans la société autour du fait que pour prévenir les violences à caractère sexuel, ça prend une loi spécifique, affirme l'élue.

Les mesures mises en place par Québec, comme la nomination d'un Protecteur national de l'élève, sont insuffisantes à ses yeux.

Souvent, quand il y a des plaintes qui sont faites au Protecteur national de l'élève, c'est après coup, après que les violences ont eu lieu, et peut-être qu'on est rendu trop tard, déplore Ruba Ghazal. Ce qui est important, ce qui est fondamental et qui doit être la priorité du ministre, c'est de prévenir les violences à caractère sexuel.

Un ordre du jour pour l'événement du 24 mai, organisé à Québec, n'a pas encore été rendu public.

Recrutement de pompiers chez les élèves du secondaire à Saint-Tite

Linda Corbo

Le besoin urgent de relève et de recrues chez les pompiers amène la Régie des incendies du Centre Mékinac à se tourner vers les plus jeunes. Un cours optionnel sera offert à l'école secondaire Paul-Le Jeune de Saint-Tite dès la prochaine rentrée pour les élèves du deuxième cycle, mais le recrutement est déjà complété.

Une dizaine d'élèves se sont inscrits, comme d'autres s'inscrivent en musique ou en arts plastiques. Il s'agit d'une formation menant à la découverte du métier de pompier et à l'obtention d'une qualification *Pompier 1* pour exercer comme pompier volontaire, a-t-on expliqué aux jeunes.

Anthony Rheault, capitaine à la prévention incendie et à la formation pour la Régie des incendies du Centre Mékinac, souligne que les jeunes sont très motivés et qu'un profil type s'est dessiné parmi ceux qui se sont inscrits.

Ce sont tous des jeunes qui aiment bouger, qui aiment faire les choses et que ça soit une réalisation concrète, dit-il. Les jeunes sont très motivés par le projet.

Dès septembre, ils vont apprendre tous les rudiments qui permettent d'exercer le métier dans une population de moins de 25 000 habitants, ce qui est parfait pour la MRC Mékinac.

M. Rheault note que les jeunes élèves vont apprendre les communications radio, l'utilisation des appareils respiratoires, les échelles, les cordages, les matières dangereuses, la recherche et le sauvetage, notamment.

C'est vraiment tout le cursus de l'École nationale des pompiers du Québec (ENPQ) pour le programme *Pompier 1* qui sera mis en application, dit-il.

Le cours sera d'ailleurs offert par les instructeurs de l'ENPQ, accompagnés par un enseignant de l'école

secondaire. La formation sera d'une durée de 255 heures et sera offerte sur deux ans, soit les quatrième et cinquième secondaires, fait valoir Isabelle Dufour, directrice adjointe de l'école secondaire Paul-Le Jeune et responsable du projet..

Au terme de leur formation, les élèves obtiendront la certification de pompiers volontaires et pourront ainsi assurer une relève dans le milieu afin d'assurer la sécurité incendie pour la population de Mékinac, ajoute-t-elle.

Retour vers son école secondaire

C'est Anthony Rheault et son directeur qui ont eu l'idée. Or, comme M. Rheault est natif de Saint-Tite, il est allé vers son école secondaire pour sonder l'intérêt.

Dès la première rencontre, il a senti l'enthousiasme. Sans faire de mauvais jeux de mots, je pense qu'on a vraiment allumé la flamme, dit-il. La direction de l'école a vu le potentiel et l'impact que le projet pouvait avoir. Ça n'a pas été long que ça a été accordé.

Pour la direction d'école, il s'agit d'une formation de choix pour les élèves. Dans une perspective de motivation scolaire de nos garçons, nous croyons que l'implantation de cette option est un incontournable à Paul-Le Jeune, note-t-on par voie de communiqué. Cette formation développera chez nos élèves des valeurs d'engagement, de travail d'équipe et d'aide à la population. Elle permettra aussi aux élèves de valider leur identité vocationnelle pour un éventuel choix de métier d'urgence.

Avec les informations d'une entrevue réalisée à l'émission Toujours le matin

Sherbrooke

L'école Le Goéland célèbre sa plus grande cohorte de finissants

Par Lilia Gaulin, La Tribune

L'école Le Goéland a célébré vendredi ses 116 finissants qui ont obtenu leur diplôme d'études secondaires, un record pour l'établissement. Chacun d'entre eux ont un parcours de vie déjà bien rempli. Du nombre, on retrouve Tanya St-Hilaire, pour qui les bancs d'écoles traditionnelles ne fonctionnaient pas.

«Plusieurs choses sont arrivées dans ma vie malheureusement qui ont fait en sorte que j'ai dû lâcher l'école. Les bancs des écoles traditionnelles n'étaient pas pour moi», lance-t-elle d'entrée de jeu.

C'est notamment la flexibilité offerte par l'école Le Goéland qui lui a permis de terminer son secondaire, croit-elle. «Je suis en appartement depuis que j'ai 16 ans. C'était plus facile pour moi de jumeler le travail et les études. Les écoles traditionnelles n'offraient pas cette possibilité.»

Les petites classes et l'accompagnement soutenu des enseignants sont deux éléments qui ont permis sa réussite, estime-t-elle. «Quand je suis arrivée ici, j'ai eu la chance d'avoir l'aide dont j'avais besoin. Ça m'a aidé à avoir de meilleures notes et à me sentir mieux à l'école.»

La jeune femme de 21 ans espère que Le Goéland pourra conserver sa formule actuelle. «Je n'aurais pas eu le droit d'aller au Goéland. J'aurais dû aller au Centre St-Michel. Je pense que je ne serais pas diplômée aujourd'hui. Ça aurait été moins rapide et j'aurais probablement eu de moins bonnes notes.»

«C'est plus que juste un papier. C'est vraiment une fierté de me dire que les rêves que j'avais, je peux les accomplir.»

— Tanya St-Hilaire

À l'automne prochain, elle entamera des études en éducation spécialisée au Cégep de Sherbrooke. Elle souhaite peut-être par la suite réaliser son baccalauréat en enseignement.

Une fin de parcours célébrée

L'heure était aux célébrations vendredi en fin d'après-midi à l'école Le Goéland. Les finissants ont pris possession de leur diplôme les uns après les autres sous les chaleureux applaudissements du personnel de l'école. Prise de photos et nourriture étaient aussi au menu.

Pour Miriam Zwierzchowska, enseignante de mathématiques, la remise des diplômes est un moment rempli d'émotions, et ce, depuis 32 ans. «C'était leur mont Everest», lance-t-elle en regardant les élèves défilés pour recevoir leur diplôme.

Elle raconte que plusieurs élèves croyaient que l'obtention d'un diplôme d'études secondaires était inatteignable. «L'école a une formule gagnante.»

C'est d'ailleurs ce que Oliviera Barros, un finissant de 21 ans, a souligné quelques minutes après avoir obtenu son diplôme.

Il avoue avoir eu de la difficulté à s'adapter lors de son arrivée au Goéland. Il ne pensait pas arriver un jour à décrocher son diplôme d'études secondaires. «J'ai fini par m'adapter aux profs et au système. J'ai adoré. J'ai vu que les profs étaient plus adaptés pour nous et ils étaient prêts à nous écouter.»

«C'est une grande fierté pour moi et mes parents.»

— Oliviera Barros

Le Goéland répond notamment aux besoins de jeunes adultes ou d'adolescents qui ont quitté le cheminement régulier et qui ont besoin d'être dirigés dans leurs études et à travers différents choix de leur quotidien, explique la directrice de l'école Le Goéland, Claudie Potvin.

Tous les élèves rencontrés sur place ont salué l'accompagnement qu'ils ont reçu de la part de leur enseignant au cours de leur parcours au Goéland.

«116 diplômés, je trouve que c'est 116 miracles», s'exclame Mme Potvin.

Sherbrooke

La Grande Table vise une présence dans toutes les écoles de Sherbrooke

Par Anthony Ouellet, La Tribune

Avec l'annonce d'un programme d'alimentation national par le gouvernement canadien lors du dernier budget fédéral, l'organisme sherbrookoise La Grande Table espère étendre éventuellement ses services d'aide alimentaire aux 43 écoles publiques de Sherbrooke.

Ottawa prévoit consacrer 1 milliard au cours des cinq prochaines années au programme alimentaire national, comme l'avait annoncé le premier ministre Justin Trudeau en marge du dépôt du dernier budget en avril.

Environ «22-23%» de cette somme devraient revenir au Québec via un transfert du fédéral dans le programme d'aide alimentaire qui existe déjà en province, explique la députée fédérale de Sherbrooke, Élisabeth Brière.

Elle a tenu, vendredi, un point de presse avec sa collègue ministre du Revenu national et députée de Compton-Stanstead, Marie-Claude Bibeau, aux locaux de La Grande Table pour revenir sur l'annonce faite en avril.

Il est encore trop tôt pour spéculer sur une date d'arrivée de cet argent, comme Québec et Ottawa sont toujours en négociations. Toutefois, le directeur général de La Grande Table, Vincent Boutin, s'enthousiasme déjà sur les possibilités qui seront accessibles avec ces nouveaux fonds.

«Il y a deux ans à peine, on était dans quatre ou cinq écoles. Aujourd'hui, on est dans 13 écoles. C'est environ 900 repas par jour qu'on envoie dans ces écoles-là», expose-t-il. «C'est sûr qu'avec un programme national, on pourrait desservir l'ensemble des jeunes. [...] Un tel programme, pour nous, ça tombe sous le sens qu'on se dote de ça», ajoute M. Boutin.

Dès l'an prochain, d'ailleurs, La Grande Table ajoutera deux nouvelles écoles de Sherbrooke à son offre de services. «Mais, mis à part l'enveloppe fédérale, il n'y a pas d'autres sommes», explique Vincent Boutin.

Il s'attend à pouvoir bénéficier de la nouvelle aide du fédéral dès la rentrée de septembre 2025.

«Avec l'annonce, on va pouvoir se cadencer et établir dans le temps l'horizon auquel on va répondre aux besoins de tous les enfants de Sherbrooke», dit-il.

Marie-Claude Bibeau signale que d'autres organismes de Sherbrooke et l'Estrie profiteront de cette somme.

Elle ne s'attend d'ailleurs pas à ce que les négociations avec Québec pour le transfert de l'argent qui lui revient s'éternise, comme cela a pu être le cas avec les différents transferts en santé, notamment.

Sherbrooke

Labrie demande de la souplesse à Québec pour la possible transformation du Goéland en école aux adultes

Par Lilia Gaulin, La Tribune

La députée de Sherbrooke et co-porte-parole par intérim de Québec solidaire, Christine Labrie, reconnaît que le modèle développé à l'école Le Goéland «fonctionne et permet à des jeunes qui ont vécus des difficultés ailleurs de vivre des succès et d'obtenir leur diplôme». Elle demande que le ministère de l'Éducation fasse preuve de souplesse au moment où l'établissement pourrait être contraint de devenir une école aux adultes.

Rencontrée lors de la collation des grades de l'école Le Goéland vendredi, elle croit que l'approche pédagogique de l'école, ancrée dans l'accompagnement des élèves, doit être préservée.

«Il y a une volonté du ministère [de l'Éducation] de faire rentrer les différentes écoles dans des cases qui existent déjà. Malheureusement, cette volonté ne laisse pas de place à un modèle comme ici qui est un peu entre deux cases. J'aimerais voir plus de souplesse de la part du ministère pour permettre à des modèles comme celui-ci qui fonctionnent non seulement de continuer d'exister, mais de peut-être même faire des petits à l'échelle du Québec», souligne Mme Labrie.

À ses yeux, le regroupement de jeunes d'un âge similaire et les cours magistraux font partie de la recette de succès de l'école. «Il y a une dynamique particulière qui les aide à réussir. C'est ça que je veux qu'on réussisse à préserver. Est-ce que ce sera dans un modèle rattaché au secteur jeune ou aux adultes? Le processus de consultation qui est en cours nous le dira. Mais une chose qui est certaine est que la formule actuelle doit être préservée.»

La députée a rencontré des élèves et le personnel de l'école dans les dernières semaines. «J'ai bien saisi l'importance de la formule actuelle.»

Lettre du ministre de l'Éducation

En août dernier, le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, a informé le CSSRS qu'il ne reconnaîtrait plus le projet pédagogique particulier du Goéland si d'importantes modifications aux services pédagogiques n'étaient pas apportées.

Dans les dernières semaines, la possible transformation de l'établissement en école aux adultes a suscité des inquiétudes au sein du personnel de l'école. Une première rencontre du comité consultatif, mis sur pied pour étudier les différentes options qui sont sur la table pour l'avenir de cette école, a eu lieu le 7 mai.

Cette dernière a été «très insatisfaisante», selon l'enseignant de sciences au Goéland, Karl Lachance. «On n'a eu aucune réponse à nos questions. La deuxième rencontre, c'était beaucoup mieux. On a eu plus d'informations, donc on a une meilleure idée d'où est partie l'idée de transformation du Goéland. [...] Je me limiterais à dire que, en ce qui concerne l'équipe du Goéland, notre point de départ est centré sur les besoins des jeunes.»

Au cours des dernières semaines, le personnel de l'école, qui a pignon sur rue de l'Ontario, s'est mobilisé à diverses reprises devant le conseil d'administration du Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke notamment pour mieux faire connaître le rôle et le caractère unique de l'établissement.

Toujours dans l'inquiétude

Le personnel de l'école fait toujours face à l'incertitude, évoque l'enseignant de sciences, Karl Lachance.

«On ne sait pas non plus si c'est l'une des dernières fois qu'on va la vivre [la graduation].»

— Karl Lachance

M. Lachance martèle que la formule actuelle fonctionne. «Ça fait 42 ans que les jeunes choisissent Le Goéland

alors qu'ils ont le choix d'aller à l'école aux adultes. Les deux sont nécessaires à Sherbrooke.»

L'enseignante de français Nancy De Ladurantaye et la psychoéducatrice Marie-France Bradley partagent le même avis. Mme De Ladurantaye croit que certains élèves n'iraient pas jusqu'au bout de leurs études secondaires ou de leur qualification si ce n'était pas du Goéland. «On parle de 116 diplômés, mais on n'arrive pas à dénombrer le nombre d'élèves qui obtiennent leur secondaire 4 en vue d'aller au DEP ou ailleurs», donne en exemple Mme Bradley.

L'accompagnement distingue Le Goéland des autres écoles, selon elles. Plusieurs élèves ont fréquenté le

Centre St-Michel avant de trouver leur voix au Goéland et vice-versa, expliquent-elles. À leurs yeux, le Centre St-Michel et Le Goéland possèdent des offres de services différentes qui ont toutes les deux leur raison d'exister. «On pense que les deux doivent rester. En annexant l'une à l'autre, on pense qu'on va perdre la diversité de ces offres de services.»

«C'est un peu ça la magie du Goéland. C'est la conjugaison de l'encadrement et de la flexibilité à l'échelle humaine», résume Mme De Ladurantaye.

Section Jeunesse Desjardins

Le ciel en récompense pour des ados qui persévèrent à l'école

Par Amélie St-Yves, Le Nouvelliste

Une dizaine d'adolescents de l'école secondaire des Chutes à Shawinigan ont vu leur école secondaire d'un tout autre angle vendredi. Leur persévérance scolaire a été soulignée du haut des airs.

Pour plusieurs, c'était un premier décollage, et la fébrilité se ressentait. Ils pourraient se souvenir très longtemps de leur activité de fin d'année.

L'activité a été offerte par la fondation des œuvres des abbés Martel et Marcil, qui investit surtout en persévérance scolaire, en partenariat avec l'école de pilotage Évolution.

Voyez notre reportage vidéo

60 kilomètres à courir pour les élèves défavorisés

RÉDACTION

SPORT. Le mercredi 15 mai dernier, Olivier Vaugeois, opérateur en informatique pour le Centre de services scolaire (CSS) de l'Énergie, a relevé le défi de courir la distance de 60 kilomètres et d'amasser la somme de 3480\$, destinée aux élèves de quatre écoles du CSS de l'Énergie provenant des milieux les plus défavorisés.

Le coureur âgé de 32 ans a amorcé son trajet dès 8h le matin à l'école Immaculée-Conception de Shawinigan. Il a ensuite poursuivi son trajet devant les trois autres écoles ciblées soient l'école Saint-Jacques, l'école Lafèche et l'école des Phénix en répétant trois fois cette boucle d'environ 20 kilomètres. Les élèves des clubs de course des quatre écoles ont même pris part à une partie du trajet en accompagnant Olivier sur quelques kilomètres.

En relevant cet objectif personnel, Olivier souhaitait redonner au suivant en alliant sa passion pour la course à pied avec une bonne cause. Sa fonction l'amenant à travailler dans plusieurs établissements scolaires, il

souhaitait aider les élèves provenant de milieux défavorisés qu'ils côtoient de temps à autre.

Les fonds recueillis sur la plateforme la Fabrique à projets seront remis aux écoles. Celles-ci détermineront l'utilisation la plus appropriée en fonction des besoins de leurs élèves (achat de nourriture, d'équipements, de vêtements chauds pour les élèves, etc.). Cela représente une somme approximative de 870\$ par école.

D'ailleurs, même si l'objectif initial de 3000\$ a été dépassé, il est toujours temps de faire un don en la fabriqueaprojets.ca/projet/courir-pour-un-sourire.

Le service de garde communautaire est maintenant ouvert dans l'école des Eaux-Vives

PAR LISIANNE TREMBLAY

Caroline et Tiffany accueillent les enfants dans le nouveau service de garde de l'école des Eaux-Vives. Photo Page Facebook

En collaboration avec le CPE Pignons sur rue, un nouveau service de garde en milieu communautaire a récemment ouvert ses portes dans les locaux de l'école primaire des Eaux-Vives à La Malbaie.

Le Centre de services scolaire de Charlevoix avait confirmé l'ajout de ce service le 13 mars 2024.

Cette initiative permettra aux membres du personnel de revenir au travail. Elle aura aussi pour effet de libérer des places en garderie pour répondre aux besoins plus importants dans la communauté, précise le Centre de services scolaire de Charlevoix.

Douze places ont ainsi été créés pour cette nouvelle garderie.

Des élèves de Les Méchins au volet provincial du Défi OSEntreprendre

ROMAIN PELLETIER | INITIATIVE DE JOURNALISME LOCAL

Les irréductibles Méchinois, de l'école Le Marinier de Les Méchins, du Centre de services scolaire des Monts-et-Marées, sont au nombre des lauréats bas-laurentiens de la 26e édition du volet scolaire du Défi OSEntreprendre.

Faisant partie de la catégorie « Primaire 2e cycle (3e et 4e années) », Les irréductibles Méchinois participeront donc au volet provincial.

Celui-ci se déroulera le mercredi 12 juin 2024, au Palais Montcalm à Québec, lors du Gala des Grands Prix Desjardins du Défi OSEntreprendre, animé par Anais Favron sous la présidence d'honneur de Jean-François Veilleux de Nutra-Fruit.

Le Centre de services scolaire des Monts-et-Marées dit « un immense bravo à vous les jeunes : vous vous impliquez dans votre milieu et développez votre autonomie, tout ça au service des autres. Vraiment cool ».

Pour bâtir un Québec fier, innovant, engagé et prospère

OSEntreprendre a pour mission d'inspirer le désir d'entreprendre pour contribuer à bâtir un Québec fier, innovant, engagé et prospère.

Sa principale activité, le Défi OSEntreprendre, est un grand mouvement québécois qui fait rayonner les initiatives entrepreneuriales de milliers de personnes annuellement : des jeunes du préscolaire jusqu'à l'université et d'entrepreneurs.

Autobus Voltigeurs : les grévistes refusent à majorité écrasante la nouvelle offre patronale

PAR ANNIE MARYSE DUMONT-ARCHAMBAULT

DRUMMONDVILLE. Le 16 mai, le syndicat des Autobus Voltigeurs a refusé une fois de plus l'offre de la partie patronale, presque similaire à celle déposée il y a huit mois.

Lors d'une rencontre en visio-conférence tenue le mardi 14 mai dernier, la partie patronale a déposé l'offre similaire et a proposé de ne payer que la moitié de l'arriérage, pourtant promis à 100 %. Le syndicat a refusé la proposition à majorité écrasante de 93,1 %.

«C'est décevant de la part de la compagnie, c'est même répugnant qu'après huit mois, on n'ait aucune offre nouvelle et qu'en surplus, et qu'on ne tienne pas la promesse du 100 % de l'arriérage. On nous propose plutôt la moitié. C'est comme pour tester notre solidarité on dirait. Nous sommes vraiment déçus», dit M. Picard.

Offres multiples sans changements

À la suite de la manifestation faite chez Sogesco et d'une rencontre impromptue entre Mario Provost et M. Picard, la partie patronale les a rappelés pour les inviter à s'asseoir afin de dénouer l'impasse. «On s'est dit que si elle fait cela, c'est qu'elle a peut-être une offre à nous faire», raconte Jean-Guy Picard, président du syndicat des Autobus Voltigeurs.

«Alors on s'est assis mardi matin avec la partie patronale et les conciliateurs. » On a commencé le matin vers 8 h et... à 19 h, on n'avait toujours pas d'offres de la partie patronale.» Le conciliateur en chef a alors demandé à celle-ci de déposer quelque chose mercredi avant 16 h par visio-conférence. La partie patronale a alors déposé la même offre faite il y a huit mois.»

Le lendemain, le syndicat a tenu une assemblée générale. Résultats : l'offre a été refusée à 93,1 %.

Il avait demandé antérieurement au gouvernement de s'impliquer dans le dossier afin de régler le conflit. Il y a six semaines, trois réunions avec la conciliatrice ont eu lieu. Notons que les membres du syndicat avaient il y a quelques semaines pour une grève générale illimitée à 90 %. Le bon de 3,1 % montre que non seulement la grogne monte, mais aussi que la solidarité s'accroît au sein du groupe.

Des conditions de travail qui devraient être mieux reconnues

Les négociations stagnent donc depuis huit mois et la partie patronale s'en tient à une proposition avec peu de changements. Le syndicat insiste pour que les conditions de travail et les salaires s'apparentent davantage à ce qui est offert dans des villes comparables

«Pendant ce temps-là, nous n'avons pas de conventions collectives, nous ne travaillons pas et nos élèves, personne ne les reconduit. On a hâte de les retrouver», souhaite-t-il.

Le syndicat espère que le dossier se règle avant le début de la prochaine rentrée scolaire.

Des parents de l'École Saint-Jean obtiennent un sursis

ÉRIC PATENAUDE

epatenaude@granbyexpress.com

ÉDUCATION. La quinzaine d'élèves de l'École Saint-Jean, de Granby, ayant des besoins particuliers n'auront pas à s'adapter à un nouveau milieu scolaire lors de la prochaine rentrée. Les parents ont été avisés la semaine dernière que le Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs (CSSVDC) mettait sur la glace temporairement son projet de transfert d'écopiers vers l'École de l'Étincelle.

« On nous a donné un sursis d'un an. Donc, ce n'est pas négatif en soi. Ça nous donne du temps. Par contre, ils (le CSSVDC) nous ont avertis que le transfert d'élèves allait se faire en 2025-2026 », a confié Carolanne Gaudreau.

Pour la maman de Noah, 7 ans, atteint de trisomie 21, cette décision mi-figue, mi-raisin, met momentanément le couvercle sur la marmite. « J'ai senti qu'on a été écouté. On a petit break jusqu'à l'an prochain. C'est un poids de moins sur nos épaules, mais le changement, je ne le comprends pas encore. »

Selon la résidente de Bromont, son fils a fait de grands pas depuis qu'il fréquente des enfants neurotypiques quotidiennement à l'École Saint-Jean. « On nous explique qu'il va y avoir plus de spécialistes à un même endroit (à l'École de l'Étincelle). Pour moi, ce n'est pas ça de l'inclusion. Je veux que mon fils reste dans une école inclusive. »

UN REGROUPEMENT QUESTIONNABLE

Impliquée dans le dossier à la demande des parents, la conseillère à l'inclusion scolaire et sociale à la Société québécoise de la déficience intellectuelle et pour le Regroupement Trisomie 21, Lorraine Doucet, s'explique mal la position du CSSVDC concernant les élèves ayant une déficience intellectuelle moyenne (DIM).

« De ce que j'ai compris de la décision, c'est que les nouvelles inscriptions des élèves DIM vont être orientées vers l'École de l'Étincelle. Visiblement, ça semble être l'orientation envisagée par Val-des-Cerfs. Pour ma part,

regrouper des élèves sur la base d'un handicap, ce n'est pas ça de l'inclusion », a déclaré M^{me} Doucet.

Bien qu'elle salue le sursis d'une année proposé aux parents, la conseillère à l'inclusion sociale juge que le centre de services scolaire fait fausse route en concentrant les écopiers DIM à un seul et même endroit.

« C'est comme si je vous disais...on va regrouper huit personnes cardiaques qui vont se guérir entre eux. Pour moi, le regroupement, c'est non. Ces enfants, il faut les préparer à la vie en communauté et ça doit se faire dans une école inclusive. »

Lors du retour en classe à la fin août, l'École Saint-Jean ne comptera qu'une seule classe DIM. L'autre classe actuellement ouverte sera fermée puisque ces élèves seront au secondaire à l'automne.

« Cette année nous laissera le temps de finaliser nos travaux d'analyse pour établir une organisation de nos services, qui, elle, permettra d'offrir les meilleurs services pour répondre aux besoins des élèves ayant une déficience intellectuelle », a fait savoir la coordonnatrice aux communications au CSSVDC, Audrey Leboeuf.

Violences et démissions chez le personnel de soutien scolaire

FRÉDÉRIC DESJARDINS

fdesjardins@leclaireurprogres.ca

TRAVAIL. Au cœur d'une tournée soulignant son 25^e anniversaire, la Fédération du personnel de soutien scolaire (FPSS-CSQ) s'est arrêtée le jeudi 9 mai à Saint-Georges. L'organisation met à l'avant-plan les actes de violence et démissions touchant ses membres, incluant les salariés du Centre de services scolaire de la Beauce-Etchemin (CSSBE).

Le Syndicat du personnel de soutien scolaire du CSSBE (SPSS-CSQ) représente 2200 membres répartis en 55 municipalités. Il inclut les employés administratifs, manuels, techniques et paratechniques. Ce groupe défend notamment les intérêts des éducatrices en services de garde, techniciennes en éducation spécialisée, secrétaires de gestion et ouvriers certifiés d'entretien.

Selon un récent sondage, 40 % d'entre eux auraient subi des violences physiques, et 50 % des violences psychologiques. Les élèves représentent la principale source de ces incidents. Ceux-ci se traduisent par des cris (68 %), des coups (55 %), le lancement d'objets (52 %), des blasphèmes (49 %) et propos injurieux (46 %).

« Chaque semaine, je reçois des appels d'employés victimes de violence. Ça va jusqu'au lancement des chaises dans une classe et des mots extrêmes inappropriés. Cela alourdit les

tâches des employés, qui travaillent souvent dans l'urgence à éteindre des feux », indique la présidente du SPSS-CSQ, Annie Boily.

Selon Éric Provonost, président de la FPSS-CSQ, cette problématique n'est pas unique à la Beauce et aux Etchemins. Il croit qu'un travail en amont, en collaboration avec les organismes communautaires, demeure nécessaire pour aider les employés et élèves.

« Je vais avoir beaucoup de solutions à présenter au ministre de l'Éducation lors de la Journée sur la prévention de la violence et de l'intimidation dans les écoles, le 24 mai prochain. Je ne comprends pas pourquoi M. Drainville (Bernard) n'a pas déjà agi immédiatement pour que les violences cessent », mentionne M. Provonost.

MANQUE D'HEURES DE TRAVAIL

Depuis cinq ans, le CSSBE a enregistré 304 démissions au sein du personnel de soutien scolaire. Ceci exclut les départs à la retraite. D'après Annie Boily, les raisons de ces départs incluent le manque de reconnaissance, les conditions précaires, le manque de ressources et la surcharge de travail.

Lors des dernières négociations du Front commun, elle avait dénoncé le nombre élevé de postes sans heures travaillées garanties. Les employés du SPSS-CSQ avaient rejeté leur nouvelle convention collective à 70 %, finalement accepté à la majorité provinciale de 60 %.

« Ça prend plus de postes à temps complet à 35 heures par semaine. Personne ne veut se maintenir dans la précarité. [...] On perd une importante expertise mettant en péril la qualité des services aux élèves », affirme M^{me} Boily.

Éric Provonost rappelle que la nouvelle convention collective, en vigueur jusqu'au 31 mars 2028, contient seulement quelques gains. « Le personnel de soutien scolaire reste préoccupé par le manque de services aux élèves au quotidien. [...] Quand le plan de travail met le budget avant l'humain, on a un problème », dit-il, ajoutant que la FPSS-CSQ poursuivra ses doléances auprès du gouvernement.

Près de 250 élèves récompensés

MATHIEU FOURNIER

mfournier@leclaireurprogres.ca

MUSIQUE. La 13^e édition du **Concours jeunes solistes du Centre de services scolaire de la Beauce-Etchemin (CSSBE)** a eu lieu le 26 avril dernier. Plus de 550 élèves de la troisième à la sixième année du primaire ont présenté leurs prestations en formule hybride.

Les organisatrices du concours, Véronique Lambert et Sarah Cliche, ont souligné dans un communiqué de presse le bon déroulement de l'événement qui a couronné

247 gagnants. « Nous sommes fières de voir que les élèves prennent le temps de se pratiquer pour nous offrir des performances préparées. Le CSSBE est rempli de talents musicaux. »

Le Concours jeunes solistes a été organisé pour une deuxième année consécutive à l'école Lambert de Saint-Joseph-de-Beauce. Les élèves inscrits devaient présenter une pièce de leur choix dans les catégories « instrument ouvert », « instrument fermé », « chant », « cours privé », « cheminement particulier » ou « composition ».

École Notre-Dame-de-la-Paix : un nouvel appel d'offres lancé

Sarah-Eve Charland | Le Courrier

La troisième fois pourrait bien être la bonne. Le Centre de services scolaire de Saint-Hyacinthe (CSSSH) a lancé un nouvel appel d'offres visant l'agrandissement de l'école primaire Notre-Dame-de-la-Paix à Saint-Simon.

La porte-parole du CSSSH, Indya Jodoin, explique que le ministère de l'Éducation a modifié sa méthode d'analyse pour l'octroi de financement dans le cadre de projets d'agrandissement ou de rénovation.

« Notre appel d'offres a donc été modifié afin de respecter les grilles de financement de cette nouvelle méthode, rendant l'estimation des coûts des travaux en adéquation avec le Ministère », mentionne Mme Jodoin.

L'appel d'offres se terminera le 28 mai. Ces travaux représentent la construction d'un gymnase, d'un secrétariat et d'une salle à manger au rez-de-chaussée ainsi que l'aménagement de quatre classes et d'une salle des enseignants à l'étage. Selon les documents d'appel d'offres, les travaux auront une durée de 15 mois et devront commencer dès juin 2024.

« Ça me plaît beaucoup! On espère que ce sera la bonne. Ça fait longtemps que nous attendons l'agrandissement de

l'école. C'est un grand soulagement. Il y a eu beaucoup de demandes et de discussions dans ce dossier. Je remercie d'ailleurs la députée de Saint-Hyacinthe, Chantal Soucy. Ça a été une longue épopée », s'enthousiasme le maire de Saint-Simon, Simon Giard.

Les travaux englobant la mise à niveau de l'établissement existant ont été retirés de cet appel d'offres et feront l'objet d'un autre contrat.

Le CSSSH et la Municipalité attendent depuis plus de quatre ans la réalisation des travaux d'agrandissement. En juin 2019, le ministère de l'Éducation a accordé 6 806 181 \$ pour agrandir l'école primaire de cinq classes. Après deux appels d'offres en 2022, le projet stagne toujours. À ces deux occasions, les soumissions se sont avérées deux fois plus élevées que le budget alloué par le ministère de l'Éducation.

En février, le maire s'était d'ailleurs impatienté en apprenant l'investissement de 12 M\$ pour rénover le siège social du CSSSH.

La Municipalité a acquis deux terrains qui ont nécessité des démolitions au cours des quatre dernières années. Au total, elle a investi près de 500 000 \$ pour permettre l'agrandissement de l'école primaire. ←

L'école D sera construite sur le terrain de l'école du Phare

JÉRÉMY TRUDEL

jtrudel@icimedias.ca

ÉDUCATION. Le projet de construction de l'école primaire « école D », qui devait être construite sur la rue Hallée dans le secteur de la rue Belvédère Sud, est finalement déplacé sur le terrain de l'école internationale du Phare.

Le Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke (CSSRS) et la Ville de Sherbrooke en ont fait l'annonce vendredi matin par voie de communiqué.

« Devant les coûts occasionnés pour le raccordement de la nouvelle école aux services d'aqueducs, d'égouts et d'électricité occasionnés par le terrain pressenti pour la future école D, le CSSRS, de concert avec le ministère de l'Éducation et en collaboration avec la Ville de Sherbrooke, a décidé de revenir au projet initial de construire la nouvelle école primaire près du boisé et de la rue Sara, sur le terrain de l'école internationale du Phare », peut-on lire dans ce communiqué.

Le déplacement de l'école D constituerait de nombreux avantages « tant pour les élèves de la nouvelle école que pour les élèves de l'école secondaire et la communauté ». Le ministère de

l'Éducation a notamment autorisé des travaux de réaménagement d'une surface synthétique et d'une piste d'athlétisme, « afin de pouvoir dégager l'espace nécessaire à la construction de l'école D ».

« Construire une école primaire sur le terrain de l'école secondaire serait un atout intéressant pour les élèves de ce secteur, afin d'offrir un milieu d'apprentissage et de vie stimulant pour les élèves ainsi que les citoyens », déclare le directeur général du CSSRS, Sylvain Racette.

La conseillère du district d'Ascot, Geneviève La Roche et le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, se réjouissent de ce développement dans le projet de l'école D.

« Considérant le besoin criant d'une école dans Ascot et les enjeux reliés à l'implantation sur la rue Hallée, je suis très heureuse que nous ayons retroussé nos manches et identifié ensemble la meilleure solution pour que le projet voie le jour le plus rapidement possible. Cet emplacement comporte plusieurs avantages pour les citoyens et citoyennes du quartier. Il nous permettra notamment de bonifier les infrastructures de transport actif pour améliorer la sécurité routière dans le secteur résidentiel », insiste la conseillère.

« Aujourd'hui, on franchit une étape

importante pour livrer la nouvelle école primaire de Sherbrooke. J'en suis très content, puisque c'est un excellent exemple de la bonne foi de notre gouvernement, dans le respect de l'entente de réciprocité que nous avons avec les municipalités. On a réussi à trouver un terrain appartenant déjà au centre de services scolaire pour ce qui est de l'emplacement. Merci à tous les partenaires impliqués pour la belle collaboration ! », complète Bernard Drainville.

Mentionnons que l'école D comprendra une vingtaine de classes et que le ministère de l'Éducation a octroyé une somme de plus de 26 millions de dollars pour sa construction.

Offensive construction | Le ministre Jean Boulet en visite à Repentigny

CFP des Riverains - Dans le cadre de l'Offensive de formation en construction du gouvernement du Québec, le Centre de formation professionnelle (CFP) des Riverains accueillait en janvier dernier la première cohorte de son nouveau programme de conduite d'engins de chantier. Quelques mois plus tard, le ministre du Travail, Jean Boulet, était sur le terrain, à Repentigny, afin de constater les efforts déployés localement pour former davantage de professionnels dans l'industrie de la construction.

Lors de sa visite sur l'un des sites servant de lieu de formation aux étudiants, le ministre Boulet a pu apprendre que le CFP des Riverains a déjà accueilli deux cohortes de 48 étudiants depuis le lancement de la formation. Ainsi, avec ses quatre sites de formation et ses 96 élèves, le centre de formation lanauchois s'impose comme le principal formateur dans le secteur de la conduite d'engins de chantier au Québec.

Par ailleurs, les représentants du Centre de services scolaire des Affluents (CSSDA) et du CFP des Riverains présents pour l'occasion étaient fiers de mentionner au ministre que le programme proposé au CFP des Riverains avait su rejoindre une diversité d'étudiants. En effet, des 96 personnes admises jusqu'à présent, on compte 11 femmes, démontrant ainsi une volonté d'inclusivité et de diversité dans un secteur traditionnellement masculin. De plus, 41 % des élèves ne sont pas issus du domaine de la construction, tandis que 25 % n'étaient pas du tout à l'emploi. Ces chiffres mettent en lumière l'opportunité offerte par cette formation de se réorienter professionnellement et de favoriser l'insertion dans le marché du travail, estime le CSSDA. Enfin, 80 % des inscrits proviennent de la région de Lanaudière; un constat révélateur quant à l'impact local de cette initiative.

* Pour ces élèves, cette formation représente bien plus qu'une simple acquisition de compétences professionnelles ; c'est une opportunité de transformer leur vie. Animés par une passion pour la construction, ils embrassent cette chance avec détermination; conscients de son potentiel à façonner leur avenir et à contribuer

activement au développement du Québec », d'affirmer la direction du CFP des Riverains.

Enchantée de cette visite du ministre Jean Boulet, l'équipe du CFP des Riverains souligne l'engagement du gouvernement pour l'avenir de l'industrie de la construction et l'offre d'opportunités de formation et d'emploi que celle-ci témoigne. (MCG)

La réussite éducative, un privilège de plus en plus accessible dans la région

L'École des Grands® , un programme de mentorat destiné aux élèves évoluant dans un contexte de vulnérabilité, a récemment permis à deux groupes de Mont-Tremblant et Mont-Laurier d'avoir accès à un diplôme de participation et de persévérance.

Isabelle Houle | ihoule@medialo.ca

L'École des Grands est un programme parascolaire de mentorat à travers lequel des collégiens bénévoles offrent de l'aide aux devoirs en français et en mathématique ainsi que des activités d'éveil scientifique et de programmation informatique à des élèves du primaire issus des milieux les plus défavorisés du Québec. Il soutient à la fois la réussite éducative et la résilience académique des élèves du primaire ainsi que des mentors collégiens. Ces mentors reçoivent une mention d'engagement étudiant sur leur bulletin à la suite de leur participation.

Les activités se déroulent donc le samedi matin de 9 h à midi, dans les classes et laboratoires des cégeps adhérent au programme. Les élèves participants bénéficient gratuitement du transport et d'un déjeuner. Depuis sa création en 2015, le programme a soutenu la réussite éducative de plus de 2000 collégiens et élèves du primaire issus de milieux défavorisés.

« Le programme l'École des Grands résulte d'une réelle collaboration entre les acteurs du milieu de l'éducation et la communauté. Chaque centre rassemble aussi des membres du milieu des affaires et des loisirs de la communauté environnante. C'est cet engagement de la société civile envers l'éducation qui rend le programme possible », affirme Alisha Wissanji, fondatrice de L'École des Grands et directrice générale de la Fondation W.

«Être applaudis», eux aussi

« Ici à Mont-Laurier, on travaille le français et mathématiques avec les enfants. Ensuite on travaille les sciences en faisant des expériences scientifiques avec eux, dans les laboratoires. On change de volet scientifique chaque semaine. Des fois c'est plus biologie, des fois plus physique. Les enfants ont déjà des devoirs qui viennent de l'école, on les fait avec eux. Parfois c'est nous qui trouvons des jeux ou activités à faire sur la matière qu'ils voient dans leur cycle », exprime la mentore du Centre collégial de Mont-Laurier, Anne-Sophie Paiement.

Mme Wissanji précise que l'objectif ultime est de donner confiance à ces enfants pour qui l'école représente souvent un défi et de leur faire connaître le cégep pour qu'un jour, ils aspirent à poursuivre leurs études postsecondaires.

«On fait des cérémonies de graduation à la fin de l'automne et de l'hiver pour les célébrer, pour célébrer leur persévérance, leur participation. C'est un des rares moments dans leur parcours scolaire où ils vont être applaudis.»

À Mont-Laurier, où le programme est offert depuis 2 ans, le cégep dessert la clientèle provenant de Ferme-Neuve pour l'École des Grands.

Du côté de Mont-Tremblant, c'est dans le très récent collège que le programme se donne aux enfants de Labelle et La Minerve, et ce, depuis un an. « Ça fait vraiment projeter les enfants qui viennent du primaire dans le futur. La première semaine du programme, une petite fille m'a demandé si j'étais vieille. Finalement, c'est parce qu'elle comptait sur ses doigts pour savoir si j'allais pouvoir être son prof quand elle sera au Cégep », ajoute Amanda Juby, chargée de projet au Centre collégial de Mont-Tremblant.

15 cégeps impliqués

Grâce à un soutien du ministère de l'Éducation de 440 000 \$ pour l'année 2023-2024 et du ministère de l'Enseignement supérieur de 315 969 \$ pour les années scolaires 2023-2024 et 2024-2025, l'École des Grands est maintenant présente dans 15 cégeps au Québec, rejoignant ainsi davantage de communautés et un nombre accru de régions du Québec. En plus des dix cégeps qui ont participé au programme à l'hiver 2024, cinq autres sont présentement en formation afin d'être en opération dès la rentrée scolaire de septembre 2024, soit à Victoriaville, à Saint-Jérôme, à Matane et à Montréal.

Des élèves de Massey-Vanier s'illustrent au Heritage Festival de Boston

PAR XAVIER DEMERS

MUSIQUE. L'orchestre à vents de Massey-Vanier 3-4-5 et le Massey-Vanier Jazz 5 se sont décorées d'or et d'argent respectivement lors du concours international de musique Heritage Festival de Boston en avril.

L'orchestre à vents dirigé par l'enseignant Pascal Martin a obtenu la mention Or en plus de se classer en première position dans la catégorie Junior AA. Les juges leur ont accordé une note impressionnante qui a dépassé les 90 %.

L'ensemble a également mis la main sur le Adjudicator Award lors de la compétition. Ce prix était remis à la formation ayant réalisé une performance hors du commun.

Quant à Massey-Vanier Jazz 5, ils ont reçu la mention Argent avec une note supérieure à 80 %.

Cette note leur a aussi permis de se distinguer dans la catégorie Junior AA en obtenant la première place.

L'ensemble de jazz a décroché le trophée Outstanding Band Group pour avoir réussi la meilleure note de toutes les catégories en jazz.

« Toute la communauté de Massey-Vanier est très fière de la performance des élèves de la concentration musique, a affirmé le directeur de l'école secondaire, Jean-Luc Pitre. Nous saluons aussi le travail rigoureux et

artistique des enseignants de musique qui sont au diapason avec nos objectifs d'apprentissage à l'école. »

« Ces élèves ramènent avec eux le succès, mais aussi une grande diversité d'apprentissage en contexte réel, a indiqué pour sa part le directeur général adjoint du Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs, Yves Gendron. Ce voyage leur aura permis de découvrir une culture différente de la leur et d'enrichir leurs connaissances générales. Nous levons notre chapeau à l'équipe-école qui a rendu possible cette belle aventure pour les élèves. »

BOSTON

Les étudiants qui ont fait le voyage ont pu découvrir la culture bostonnaise sous toutes ses formes.

Ils ont, entre autres, participé à un tour guidé du Freedom Trail, une croisière en camion amphibie sur la Charles River ou encore une visite du bateau USS Constitution.

Ils étaient accompagnés de leurs directeurs musicaux ainsi que trois enseignants-accompagnateurs, Charles Proteau, Caroline Couture et Joëlle Tremblay.

ouverture est prévue en 2025-2026

CLAUDE HÉBERT

chebert@laveniretdesrivieres.com

ÉDUCATION. Le Centre de services scolaire (CSS) du Val-des-Cerfs a reçu dernièrement l'ensemble des autorisations du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) lui permettant d'aller de l'avant avec la construction d'une nouvelle école primaire.

La nouvelle école primaire sera érigée dans le développement domiciliaire Le Domaine du Sentier, au sud de la route 104 et à l'ouest de la route 235, sur les anciens terrains de la famille Barabé. Cette nouvelle construction permettra de répondre à l'essor démographique constaté dans ce secteur.

FACILITÉS OFFERTES

Cet établissement scolaire sera semblable aux autres écoles « nouvelle génération » inaugurées l'année dernière par le CSS du Val-des-Cerfs à Cowansville, Granby et Shefford.

Le bâtiment regroupera 16 classes, une salle à manger, un gymnase, une bibliothèque, quatre bureaux de professionnels et une salle dédiée aux membres du personnel. La nouvelle construction répondra par ailleurs aux plus récentes normes ministérielles en matière d'économie d'énergie et de développement durable.

LANCEMENT DES TRAVAUX

La mise en chantier est prévue pour le mois de juin prochain alors que l'échéancier des travaux laisse présager une ouverture de l'établissement pour l'année scolaire 2025-2026.

La plus grosse partie de la facture sera absorbée par le ministère de l'Éducation.

« Je suis très heureuse de l'arrivée de cette troisième école nouvelle génération dans Brome-Missisquoi. Ce grand projet devient réalité grâce à un investissement de 27,3 M\$ de notre gouvernement. Les élèves, le personnel et les enseignants de Farnham évolueront dans un environnement lumineux, sain, dynamique et adapté à leurs besoins. Nos enfants pourront bénéficier d'un milieu éducatif qui stimulera leur esprit et où ils développeront un sentiment d'appartenance à leur communauté », indique Isabelle Charest, députée de Brome-Missisquoi et ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air.

Le directeur général du CSS du Val-des-Cerfs, Carl Morissette, tient pour sa part à souligner la contribution du ministère de l'Éducation et de la Ville de Farnham à la réalisation de ce projet.

Main dans la main participe au plan de rattrapage scolaire québécois

XAVIER DEMERS

xdemers@journalleguide.com

ÉDUCATION. Le Centre de pédiatrie sociale Main dans la main a obtenu une somme de 61 000 \$ pour augmenter sa programmation, en lien avec le plan de rattrapage scolaire québécois qui fait suite aux grèves de l'automne dernier dans le domaine de l'éducation.

Main dans la main explique que ces sommes lui permettront de plus que doubler les possibilités de participer aux activités pour les jeunes de la région.

« Nous avons pu embaucher une ressource supplémentaire afin de pouvoir, de mars à décembre 2024, intensifier la programmation d'activités du milieu de vie », a noté la directrice générale de Main dans la main, Élisabeth Lapointe.

Dès l'annonce de Québec concernant l'argent disponible pour les organismes pour le plan de rattrapage scolaire, le

Centre de pédiatrie sociale est entré en contact avec la députée provinciale Isabelle Charest, qui contribue 5000 \$ via son budget discrétionnaire à ce projet, et avec le Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs pour pouvoir mettre la main à la pâte.

La présidente et médecin de famille à Main dans la main, la Dre Anne Rouleau, a d'ailleurs rappelé que les enfants et les jeunes qui fréquentent le Centre de pédiatrie sociale sont en situation de grande vulnérabilité.

« Ils ont été particulièrement affectés par la grève, que ce soit au niveau des apprentissages scolaires ou des apprentissages sociaux, a-t-elle affirmé. Certains se sont retrouvés très isolés une fois de plus, faisant face à une anxiété élevée qui entrave leur capacité d'apprentissage. Pour certains d'entre eux, cela compromet sérieusement leur réussite scolaire et leur persévérance, surtout en l'absence de l'accompagnement nécessaire pour les aider à continuer à progresser. »

Un stage sur les technologies pour les enseignants du secondaire

Publié par Maxim Ouellette-Legault Journaliste | mouellette@medialo.ca

Publié le 17 mai 2024 par Maxim Ouellette-Legault

Le Centre de services scolaire des Hautes-Laurentides (CSSHI) a invité ses enseignants à un stage de perfectionnement sur les nouvelles technologies qui peuvent être utilisées en classe.



Le 19 avril, les enseignants du CSSHL se sont réunis à la Polyvalente Saint-Joseph pour assister à un stage sur les technologies pédagogiques. Photo gracieuseté Centre de services scolaire des Hautes-Laurentides

Le 19 avril, les enseignants du CSSHL se sont réunis à la Polyvalente Saint-Joseph pour assister à un stage sur les technologies pédagogiques. « Nous sommes à l'ère du numérique en enseignement. L'objectif est de faire des technologies un outil d'apprentissage pour garantir la réussite des élèves », avait partagé Vanessa Tessier, directrice du service de ressource éducative du CSSHL.

Au cours de cette journée d'apprentissage, les enseignants ont suivi des formations avec des experts. Ils se sont aussi familiarisés avec certaines plateformes éducatives. Avec ces technologies, l'enseignant peut joindre l'utile à l'agréable. « C'est bien beau d'apprendre aux élèves à faire du 3D, mais l'enseignant doit apprendre à utiliser ces technologies pour transmettre connaissances du cursus habituel à l'élève. Il faut que ce soit comme ça, car notre société est comme ça aujourd'hui. L'école doit absolument suivre le rythme », mentionnait Mme Tessier.

Niveau conférence, 22 animateurs et conférenciers ont partagé leur savoir dans 17 ateliers différents.

Bien loin du tableau noir

Selon Vanessa Tessier, la technologie est de plus en plus présente en milieu scolaire depuis les 20 dernières années. Cependant, elle affirme qu'un grand pas a été franchi dans les dernières années. « La pandémie nous a fait faire un bond vertigineux, surtout pour ce qui est des communications. Désormais, chacun des élèves a un outil, soit un Ipad ou un Chrombook. Pendant la pandémie c'est avec ces outils qu'on a pu rester en contact avec les élèves. Ce qu'on pensait qui prendrait 10 ans à développer, s'est fait en 2 ans de pandémie ».

Post Views: 24

Vous aimeriez peut-être...

Voir plus de : Actualités

Communiqué (s)



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE SAINT-HYACINTHE

Madame Stéphanie Trudel, nommée coordonnatrice aux communications

21 mai 2024

Le Centre de services scolaire de Saint-Hyacinthe a le plaisir d'annoncer la nomination de madame Stéphanie Trudel à titre de coordonnatrice aux communications du Secteur des communications. Celle-ci intégrera ses fonctions dès le mardi 21 mai prochain.



Madame Trudel apporte avec elle une solide expérience professionnelle en communication et en relations publiques, ainsi qu'une passion indéniable pour ces domaines. Son expertise lui permettra de jouer un rôle clé dans le rayonnement de notre organisation. De plus, sa capacité à établir des relations de confiance avec les parties prenantes internes et externes constituera un atout précieux pour renforcer notre présence dans le milieu et développer des partenariats stratégiques.

Le CSSH félicite madame Trudel et lui souhaite tout le succès escompté dans la réalisation de ce mandat.

Pour plus d'information



Centre de services scolaire de Saint-Hyacinthe

2255, avenue Sainte-Anne
Saint-Hyacinthe Québec
Canada J2S 5H7



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ÉNERGIE

Les élèves de M. Pierre-Luc Bouchard du CEA, remportent un concours en expliquant le phénomène de l'éclipse solaire

21 mai 2024

Dans le cadre de l'éclipse solaire du 8 avril dernier, l'équipe des Services éducatifs avait organisé un concours. Une catégorie s'adressait aux élèves du secondaire et du secteur adulte. Les élèves de M. Pierre-Luc Bouchard, enseignant au Centre d'éducation des adultes du Saint-Maurice, ont donc décidé de produire une infographie animée pour expliquer le phénomène de l'éclipse solaire et ont remporté ce concours !

Félicitations à M. Bouchard pour son soutien envers ses élèves et aux élèves pour leur motivation dans ce beau projet ! Le prix qu'ils ont remporté leur donne droit à une animation en ligne sur un thème en astronomie par l'ASTROLab. Ils pourront ainsi acquérir de nouvelles connaissances sur ce sujet passionnant !

[Infographie préparée par les élèves.](#)

Pour plus d'information



Centre de services scolaire de l'Énergie

2072, rue Gignac case postale 580

Shawinigan Québec

Canada G9N 6V7

cssenergie.gouv.qc.ca/



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES APPALACHES

Stage en France pour des élèves de mécanique industrielle du CFP Le Tremplin

21 mai 2024

Après une année complète de préparation, six élèves du programme de mécanique industrielle au CFP Le Tremplin du Centre de services scolaires des Appalaches ont pu concrétiser un stage de deux semaines à Bourg-en-Bresse, à proximité de Lyon, en France.



Jaco Bédard, Mathis Perreault, Gabriel Grenier, Jean-François Jacques, Antoine Huppé, William Bissonnette, Francis Perreault, Maxime Plassard, Pierre Gage

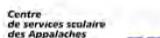
Crédit photo : gracieuseté du CFP Le Tremplin

Ils ont vécu cette expérience enrichissante d'immersion en entreprise grâce, notamment, à leur enseignant accompagnateur, Francis Perreault. Pour parvenir à financer leur séjour, ils se sont mobilisés en réalisant une campagne de financement, dont une collaboration avec les Chevaliers de Colomb pour organiser un déjeuner bénéfique et la vente de produits « Broughton BBQ ». De surcroît, ils se sont rendus en Abitibi où ils ont travaillé dans la mine d'or de Malartic. Les revenus de leur labeur ont ensuite été investis dans leur projet de stage.

Sur place, ils ont été accueillis par M. Maxime Plassard (responsable de la mobilité internationale), Pierre Millet (enseignant en mécanique) et leur équipe du centre de formation AFPMA (Association pour la Formation et la Promotion des Métiers de l'Ain) à Bourg-en-Bresse. Ces derniers préparent actuellement leur venue prochaine au CFP Le Tremplin, où ils séjourneront pour deux semaines avec leurs élèves.

« Il faut mettre en lumière l'implication du département de mécanique industrielle à l'accomplissement de ce projet qui a atteint un double objectif : celui de permettre à l'enseignant d'effectuer un partage pédagogique avec ses homologues du AFPMA et celui d'amener les élèves à connaître une autre culture d'entreprise et de formation professionnelle », a souligné Mme Pascale Chamberland, directrice du CFP Le Tremplin, également très impliquée dans le dossier.

Pour plus d'information





Centre de services scolaire des Appalaches

650, rue Lapierre

Thetford Mines Québec

Canada G6G 7P1

🌐 www.csappalaches.qc.ca

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES SAMARES
Un projet de fin d'études qui porte fruits!

21 mai 2024

Dans le cadre de notre formation en Techniques d'éducation spécialisée au Cégep régional de Joliette, nous sommes six finissantes, Élizia Chalifoux, Klélia Lapiere, Marilyn Lamothe, Coraly Rousseau, Maude Thibault et Ariane Thouin, qui avons réalisé notre projet de fin d'études à l'école secondaire Thérèse-Martin, à Joliette. À la suite d'une demande de service du milieu, découlant de divers enjeux présents au sein de l'école et soulevés par certains membres du personnel, nous avons élaboré un projet sur le thème de la diversité culturelle comportant différents volets, et ce, afin de répondre aux besoins ciblés.



De gauche à droite : Élizia Chalifoux, Ariane Thouin, Klélia Lapiere, Lyne Lamarre, Marilyn Lamothe, Maude Thibault et Coraly Rousseau

D'abord, nous avons animé différentes activités de sensibilisation, dont un kiosque de style « Vox pop », où les élèves devaient répondre à des questions reliées à différentes connaissances interculturelles; une activité carte du monde, invitant les jeunes à identifier leur pays d'origine sur une carte; ainsi qu'une projection du court-métrage « Bagages », qui donne la parole à des jeunes nouvellement arrivés au Québec.

De plus, un projet de parrainage a été créé, afin de jumeler les élèves issus de l'immigration nouvellement arrivés dans l'école à des élèves qui la fréquentent déjà. Puis, afin de soutenir l'équipe école, nous avons créé un guide d'accompagnement en lien avec le développement de compétences interculturelles. Ce guide comprend des terminologies à privilégier, des définitions de concepts, des outils d'intervention, des activités pouvant être utilisées en classe et bien plus!

Nous tenons à remercier le personnel de l'école, plus précisément Marie-Ève Laporte, directrice adjointe de secondaire 1 et responsable de la francisation, Caroline Desrochers, éducatrice spécialisée en adaptation scolaire, et France Roy, éducatrice spécialisée Pivot Toxico et Douances, pour leur accompagnement tout au long de notre projet. Celui-ci n'aurait pu se réaliser sans l'implication d'un autre partenaire précieux, soit le Comité régional d'éducation pour le développement international de Lanaudière, ainsi que notre superviseuse, Chantale Bernier.



De gauche à droite : France Roy, Marilyn Lamothe, Maude Thibault, Coraly Rousseau, Lyne Lamarre, Laura Vergara, Nikita Diarte-Aranda, Chantale Bernier, Élizia Chalifoux, Caroline Desrochers, Klélia Lapierre et Ariane Thouin

Pour plus d'information



Centre de services scolaire des Samares

4671, rue Principale
Saint-Félix-de-Valois Québec
Canada J0K 2M0
🌐 csssamares.gouv.qc.ca/



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE HARRICANA

Boréalait remporte l'élite de la persévérance et de la réussite éducative

21 mai 2024

Devant toute la communauté d'affaire de la MRC d'Abitibi, l'entreprise laitière Boréalait a remporté, ce samedi 11 mai, l'Élite de la persévérance et de la réussite éducative. Cette distinction vient célébrer les pratiques d'une organisation qui favorise la réussite et la persévérance scolaire de ses employés-élèves.



Mme Juliette Desgrosseilliers a soumis la candidature de son employeur en soulignant la flexibilité de ses horaires et l'intérêt tout spécial que voue son employeur aux études de ses employés. Mme Desgrosseilliers a ainsi permis à son employeur, Boréalait, d'être reconnu pour ses bonnes pratiques, en plus de remporter elle-même un prix de 500 \$.

Dans le cadre du même concours, deux autres participantes, mesdames Laurie Laverdière et Mia-Rose Girard, ont chacune gagné la somme de 250 \$. Respectivement, elles ont soumis les candidatures de la Pharmacie Jean Coutu et de l'épicerie Carignan, deux entreprises qui font preuve de bienveillance à l'égard de leur élève employé.

Pour une première fois, le Mouvement de la relève d'Amos-région (MRAR) s'est joint aux partenaires habituels avec une récompense additionnelle : le Sceau persé-vert. La marque a été remise à l'ensemble des organisations soumises lors du concours, soulignant ainsi les efforts de tous. Rappelons que depuis 2015, le Centre de services scolaire Harricana, les campus d'Amos du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue et de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, ainsi que la Chambre de commerce et d'Industrie d'Amos-Harricana, récompense l'employeur démontrant le plus grand effort quant à la conciliation travail-études de ses employés.

Le Centre de services scolaire Harricana offre toutes ses félicitations aux participantes et aux organisations nommées. La persévérance et la réussite scolaire, plus que jamais, sont au centre des préoccupations de toute la communauté de l'Harricana.

Pour plus d'information



Centre de services scolaire Harricana

341, rue Principale Nord

Amos Québec

Canada J9T 2L8

🌐 www.csharricana.qc.ca

Stage en France pour des élèves de mécanique industrielle du CFP Le Tremplin

Thetford Mines, le 10 avril 2024 – Après une année complète de préparation, six élèves du programme de mécanique industrielle au CFP Le Tremplin du Centre de services scolaires des Appalaches ont pu concrétiser un stage de deux semaines à Bourg-en-Bresse, à proximité de Lyon, en France.

Ils ont vécu cette expérience enrichissante d’immersion en entreprise grâce, notamment, à leur enseignant accompagnateur, Francis Perreault. Pour parvenir à financer leur séjour, ils se sont mobilisés en réalisant une campagne de financement, dont une collaboration avec les Chevaliers de Colomb pour organiser un déjeuner bénéfique et la vente de produits « Broughton BBQ ». De surcroît, ils se sont rendus en Abitibi où ils ont travaillé dans la mine d’or de Malartic. Les revenus de leur labeur ont ensuite été investis dans leur projet de stage.

Sur place, ils ont été accueillis par M. Maxime Plassard (responsable de la mobilité internationale), Pierre Millet (enseignant en mécanique) et leur équipe du centre de formation AFPMA (Association pour la Formation et la Promotion des Métiers de l’Ain) à Bourg-en-Bresse. Ces derniers préparent actuellement leur venue prochaine au CFP Le Tremplin, où ils séjourneront pour deux semaines avec leurs élèves.

« Il faut mettre en lumière l’implication du département de mécanique industrielle à l’accomplissement de ce projet qui a atteint un double objectif : celui de permettre à l’enseignant d’effectuer un partage pédagogique avec ses homologues du AFPMA et celui d’amener les élèves à connaître une autre culture d’entreprise et de formation professionnelle », a souligné Mme Pascale Chamberland, directrice du CFP Le Tremplin, également très impliquée dans le dossier.

-30-

Crédit photo : gracieuseté du CFP Le Tremplin.

Bas de vignette : Jaco Bédard, Mathis Perreault, Gabriel Grenier, Jean-François Jacques, Antoine Huppé, William Bissonnette, Francis Perreault, Maxime Plassard, Pierre Gage

Source : Service des communications
Centre de services scolaire des Appalaches
418 338-7808, poste 1253
communications@csappalaches.qc.ca

Information : Pascale Chamberland
Directrice du CFP Le Tremplin
Centre de services scolaire des Appalaches
418 338-7800, poste 3130
pascale.chamberland@csappalaches.qc.ca

À propos du Centre de services scolaire des Appalaches | Desservant principalement la clientèle en provenance de la MRC des Appalaches, ainsi qu'une partie de celle des secteurs de L'Érable, du Haut Saint-François, d'Arthabaska et du Granit, le Centre de services scolaire des Appalaches fournit des services à plus de 6 000 élèves, qui fréquentent dix-neuf écoles primaires, trois écoles secondaires, un centre de formation professionnelle et ses deux points de services, un centre d'éducation des adultes et son point de service. Outre l'enseignement général et de formation professionnelle, le CSS des Appalaches offre également des services complémentaires et des services particuliers.



VAL-D'OR

Regroupement des centres de services scolaires de l'Abitibi-Témiscamingue et de la Baie-James pour une campagne de sensibilisation à la période d'examens

21 mai 2024

Les centres de services scolaires de l'Abitibi-Témiscamingue et de la Baie-James sont fiers d'annoncer leur collaboration pour une campagne de sensibilisation visant à soutenir les élèves durant la période d'examens de fin d'année. Les parents et les employeurs seront mis à contribution pour appuyer les élèves durant cette période importante pour leur réussite scolaire. Cette initiative conjointe vise à offrir des conseils pratiques et concrets à tous les acteurs impliqués, dans le but de favoriser la réussite des élèves.

La période d'examens est souvent synonyme de stress et d'anxiété pour les élèves, mais également pour leur entourage. Afin de faciliter, de mieux gérer et de traverser cette période cruciale, la campagne propose trois conseils simples et efficaces à tous les acteurs impliqués.

Élèves : Trucs pour ta réussite : organisation, équilibre, stratégie

Pour réussir, les élèves doivent s'organiser avec des périodes d'étude courtes et fréquentes. Prendre des pauses régulières maintient la concentration. L'utilisation de diverses méthodes d'apprentissage telles que le résumé et la verbalisation favorise par exemple une meilleure compréhension des matières.

Parents : Soutenir vos enfants : routine, anxiété, planification

Les parents doivent maintenir une routine saine avec des repas équilibrés et un sommeil suffisant et soutenir son enfant dans l'organisation des études avec une planification efficace. Ils peuvent également aider à gérer l'anxiété de leurs enfants en fixant avec eux des objectifs réalistes et en renforçant leur confiance.

Employeurs : Encourager votre employé(e)-étudiant(e)

Les employeurs doivent offrir une flexibilité d'horaires, valoriser l'éducation et démontrer un intérêt sincère pour la réussite scolaire de leurs employé(e)s-étudiant(e)s en les encourageant activement, renforçant ainsi leur motivation et leur engagement.

Cette campagne de sensibilisation sera déployée sur diverses plateformes, notamment les sites web de l'ensemble des centres de services scolaires, les médias sociaux et les stations de radio locale.

Pour plus d'information



Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois

799, boulevard Forest

Val-d'Or Québec

Canada J9P 2L4

🌐 www.csob.qc.ca

DESTINATAIRES : Les médias

EXPÉDITEUR : Amélie Germain-Bergeron, directrice adjointe aux communications

DATE : Le 15 mai 2024

60 kilomètres à courir pour un sourire et redonner aux élèves défavorisés !

Shawinigan, le 15 mai 2024- Aujourd'hui, Olivier Vaugeois, opérateur en informatique pour le Centre de services scolaire de l'Énergie, a relevé un impressionnant défi, celui de courir la distance de 60 kilomètres et amasser la somme de 3480 \$ qui serviront aux élèves de 4 écoles du CSS de l'Énergie provenant des milieux les plus défavorisés.

Dès 8 h ce matin le coureur âgé de 32 ans a entamé son trajet à l'école Immaculée-Conception. Il a ensuite poursuivi son trajet devant les 3 autres écoles ciblées soient l'école Saint-Jacques, l'école Laflèche et l'école des Phénix en répétant 3 fois cette boucle d'environ 20 kilomètres. Les élèves des clubs de course des quatre écoles ont même pris part à une partie du trajet en accompagnant Olivier sur quelques kilomètres ce qui a donné lieu à des moments magiques !

En relevant cet objectif personnel, Olivier souhaitait redonner au suivant en alliant sa passion pour la course à pied avec une bonne cause. Sa fonction l'amenant à travailler dans plusieurs établissements scolaires, il souhaitait aider les élèves provenant de milieux défavorisés qu'ils côtoient de temps à autre.

Les fonds recueillis sur la plateforme la Fabrique à projets seront remis aux écoles. Celles-ci détermineront l'utilisation la plus appropriée en fonction des besoins de leurs élèves (ex. : achat de nourriture, d'équipements, de vêtements chauds pour les élèves, etc.). Cela représente une somme approximative de 870 \$ par école.

Olivier et les directions des établissements tiennent à remercier chaleureusement tous les donateurs pour leur contribution. D'ailleurs, même si l'objectif initial de 3000 \$ a été dépassé, il est toujours temps de faire un don en suivant ce lien : <https://lafabriqueaprojets.ca/projet/courir-pour-un-sourire>.

Les communiqués sont disponibles au : www.cssenergie.gouv.qc.ca.

-30-

Source : Amélie Germain-Bergeron

Titre : Directrice adjointe aux communications

Centre de services scolaire de l'Énergie

Téléphone : 819 539-6971 poste 2340



Les études dans les écoles de langue anglaise au Québec en 2021 : cartes et faits saillants

21 mai 2024

Statistique Canada diffuse un livret intitulé « Cartes et faits saillants sur les études dans les écoles de langue anglaise au Québec, 2021 », lequel présente des résultats à l'échelle des municipalités (subdivisions de recensement) et des régions (régions économiques de recensement).

Les résultats tirés du Recensement de 2021 ont révélé que plus des trois quarts (76,2 %) des 230 080 enfants âgés de 5 à 17 ans qui étaient admissibles à l'instruction en anglais au Québec en 2021 étudiaient ou avaient déjà étudié dans une école primaire ou secondaire de langue anglaise au pays. Le livret montre toutefois que cette proportion variait d'une région à l'autre et d'une municipalité à l'autre.

[Lire l'article complet](#)

Pour plus d'information



Statistique Canada

200 boul. René-Lévesque

Montreal Québec

Canada H2Z 1X4

🌐 www.statcan.gc.ca



PROGRAMME NATIONAL D'ALIMENTATION SCOLAIRE

Nous offrons à chaque enfant le meilleur départ possible dans la vie

21 mai 2024

Chaque génération mérite un avenir sain et équitable, aussi bien les enfants que les parents et les grands-parents. C'est pourquoi nous devons nous soutenir mutuellement à tous les stades de la vie, et ce, dès l'enfance.

Le gouvernement fédéral a réalisé des investissements générationnels comme le Système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, la Prestation dentaire canadienne et l'Allocation canadienne pour enfants qui, ensemble, aident les familles canadiennes à économiser des milliers de dollars chaque année. Depuis 2015, nous avons contribué à sortir des centaines de milliers d'enfants de la pauvreté.

Nous ne cesserons jamais de chercher à soutenir les familles et les enfants. Dans le cadre du Budget 2024, nous donnons une chance équitable à chaque génération.

Le premier ministre Justin Trudeau a mis en relief le 17 mai le nouveau Programme national d'alimentation scolaire. Doté de 1 milliard de dollars sur cinq ans, ce programme prévu dans le Budget 2024 permettra d'offrir des repas à 400 000 enfants de plus par année, en plus de ceux servis dans le cadre de programmes d'alimentation scolaire déjà en place.

Cette initiative permettra aux parents d'avoir l'esprit tranquille et aux enfants de profiter de repas sains qui les aideront à apprendre, à grandir et à connaître le meilleur départ possible dans la vie. Le programme constituera également un filet de sécurité pour les enfants qui en ont le plus besoin. Nous allons travailler avec les provinces, les territoires et nos partenaires autochtones pour assurer la mise en place de ce programme dans les écoles de partout au pays.

Le premier ministre a également souligné d'autres mesures prévues dans le Budget 2024 afin de soutenir les parents, les familles et les enfants, notamment pour :

- soutenir l'apprentissage parascolaire. Le Budget 2024 prévoit un investissement de 67,5 millions de dollars pour aider les élèves, notamment les jeunes autochtones, les jeunes à faible revenu et les jeunes à risque, à atteindre leur plein potentiel. Grâce aux investissements dans les programmes d'apprentissage et de soutien parascolaires, comme le mentorat et l'aide scolaire, les élèves seront davantage en mesure d'apprendre, de grandir et de réussir.
- lancer un nouveau programme de prêts pour l'expansion des services de garde. Grâce à ce programme, qui accordera un milliard de dollars en prêts à faible coût et 60 millions de dollars en subventions non remboursables, les fournisseurs de services de garde publics et à but non lucratif pourront créer de nouvelles places et rénover leurs garderies actuelles. Ainsi, les fournisseurs disposeront de plus de ressources et les familles auront accès à plus d'options abordables en matière de services de garde.
- aider les élèves à acquérir des compétences en programmation grâce à un investissement de 39,2 millions de dollars dans l'initiative CodeCan. CodeCan a aidé plus de 4,5 millions d'élèves - de la maternelle à la 12e année - à acquérir des compétences en programmation et des habiletés numériques qui facilitent leur réussite dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques.

Ces mesures contribueront à fournir à nos enfants tout ce dont ils ont besoin pour réussir, s'épanouir et réaliser leur plein potentiel. Elles s'ajoutent aux nombreuses autres mesures prévues dans le Budget 2024 en vue de bâtir un Canada meilleur et plus équitable pour chaque génération. Ainsi, nous nous employons également à construire plus de logements, à améliorer les soins de santé et à investir dans notre économie, pour que tous les Canadiens aient une chance équitable de réussir.

Citations

« Le Budget 2024 vise à établir l'équité, et cela commence dès l'enfance. Les mesures que nous mettons en place aujourd'hui vont permettre de soutenir les familles, de rendre la vie plus abordable et d'investir directement dans l'avenir de nos enfants. Nous devons veiller à ce que nos enfants puissent atteindre leur plein potentiel en se sentant heureux et en santé. »

Le très hon. Justin Trudeau, premier ministre du Canada

« Pour donner une chance équitable à chaque génération, nous devons d'abord veiller à ce que chaque enfant profite du meilleur départ possible dans la vie. C'est pourquoi nous avons réalisé des investissements transformateurs dans notre filet de sécurité sociale. Nous avons notamment investi dans les services de garde à prix abordable, la Prestation dentaire canadienne et l'Allocation canadienne pour enfants. Mais il reste du travail à faire. Ainsi, dans le cadre du Budget 2024, nous allons encore plus loin en vue de bâtir un Canada meilleur et plus équitable pour les enfants et les familles, et pour permettre à chaque génération d'atteindre son plein potentiel. »

L'hon. Chrystia Freeland, vice-première ministre et ministre des Finances

« Assurer à chaque enfant le meilleur départ possible dans la vie est l'objectif qui motive un grand nombre de nos investissements. Le Budget 2024 vise à garantir l'équité pour tous, y compris pour les plus jeunes d'entre nous. Grâce à des mesures telles que l'Allocation canadienne pour enfants, la Prestation dentaire canadienne, les services de garde abordables et de qualité et notre nouveau Programme national d'alimentation scolaire, les enfants du Canada seront en mesure de réaliser leur plein potentiel. »

L'hon. Jenna Suds, ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social

« Le Manitoba est un chef de file au Canada dans le cadre de notre programme d'alimentation scolaire universellement accessible. Les élèves ne peuvent pas apprendre quand ils ont le ventre vide. En distribuant des repas aux élèves qui en ont besoin, nous les plaçons sur la voie de la réussite scolaire et des résultats d'apprentissage positifs. Notre gouvernement investit un montant record de 30 millions de dollars dans les programmes d'alimentation scolaire. Cela permet aux enfants d'avoir librement accès à des aliments sains, particulièrement dans les régions où les besoins sont les plus grands et où les élèves en ont le plus besoin. »

L'hon. Nello Altomare, ministre de l'Éducation et de l'Apprentissage de la petite enfance du Manitoba

Faits saillants

- Le Budget 2024 du gouvernement du Canada a été déposé à la Chambre des communes par la vice-première ministre et ministre des Finances le 16 avril 2024.
- Le nouveau programme national d'alimentation scolaire, qui est doté d'une enveloppe de 1 milliard de dollars, prévoit des investissements destinés aux communautés inuites, métisses et des Premières Nations, ainsi qu'à nos partenaires des Premières Nations autonomes et celles visées par un traité moderne, dont beaucoup affichent des taux d'insécurité alimentaire parmi les plus élevés au Canada. Ces investissements favoriseront également le renforcement des capacités et la collaboration avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis pour élaborer des solutions respectueuses des différentes cultures. Ces partenariats auront pour but de lutter contre l'insécurité alimentaire, en proposant des solutions dirigées par les peuples autochtones, et de poursuivre notre travail de réconciliation.
- Dans le Budget 2021, le gouvernement du Canada a annoncé un investissement transformateur de plus de 27 milliards de dollars sur cinq ans pour bâtir avec les provinces et les territoires un système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants à l'échelle du Canada. En tenant compte des investissements réalisés depuis le Budget 2021, le gouvernement fédéral consacre près de 40 milliards de dollars sur cinq ans à l'apprentissage et à la garde des jeunes enfants. En seulement trois ans, nous avons fait de formidables progrès : dans l'ensemble du pays, plus de 750 000 enfants fréquentent déjà des garderies abordables et de qualité, ce qui permet à certaines familles d'économiser jusqu'à 14 300 \$ par enfant par année. Aux côtés des provinces et des territoires, nous avons également annoncé la création de plus de 100 000 nouvelles places, ce qui nous rapproche de notre objectif de créer 250 000 nouvelles places d'ici mars 2026.
- Afin de donner à chaque enfant le meilleur départ possible dans la vie, le Budget 2024 prévoit également les mesures suivantes :
 - l'accroissement de la formation à l'intention des éducateurs de la petite enfance. Nous investissons 10 millions de dollars sur deux ans dans la formation d'un plus grand nombre d'éducateurs de la petite enfance, afin de disposer des talents nécessaires pour mener à bien l'expansion des services de garde abordables et de qualité.
 - l'amélioration de l'accès aux services de garde pour les familles de militaires. Le service militaire exige souvent des déménagements et des déploiements fréquents. Par conséquent, pour les militaires et leurs familles, les services de garde d'enfants de qualité sont impératifs. Le Budget 2024 prévoit un investissement de 100 millions de dollars sur cinq ans pour offrir aux membres des Forces armées canadiennes et à leurs familles un meilleur accès aux services de garde d'enfants sur les bases militaires de partout au Canada.
 - le lancement d'un nouveau fonds pour la santé mentale des jeunes, pour veiller à ce que les jeunes générations aient accès aux services de soutien en santé mentale dont ils ont besoin. Ainsi, ils profiteront d'un départ en santé en cheminant vers l'âge adulte. Le Budget 2024 propose un investissement de 500 millions de dollars sur cinq ans pour que les jeunes profitent d'un accès à des services de santé mentale dans leur communauté.
 - la mise en place d'un avenir plus prometteur et plus prospère pour les enfants, les jeunes et les communautés des Premières Nations grâce à un nouvel investissement proposé de 1,2 milliard de dollars dans l'éducation, de la maternelle à la 12e année, et à l'octroi de 242,7 millions de dollars afin d'améliorer l'accès aux études postsecondaires pour les étudiants des Premières Nations.
 - la protection de nos enfants contre les méfaits en ligne. Le Budget 2024 propose un investissement de 7,5 millions de dollars sur trois ans, à partir de 2024-2025, dans l'Agence de la santé publique du Canada. L'Agence pourra ainsi appuyer Jeunesse, J'écoute dans sa tâche consistant à fournir aux jeunes des services de santé mentale, des conseils et de l'aide en situation de crise.
- Ces nouveaux investissements donnent suite aux importants progrès que nous avons réalisés en vue d'aider les enfants à atteindre leur plein potentiel et les parents à profiter de chances plus équitables. Nous avons notamment pris des mesures pour :
 - donner plus d'argent aux familles par le biais de l'Allocation canadienne pour enfants, afin de les aider à répondre aux besoins de leurs enfants et d'améliorer de façon concrète la vie des enfants au Canada. L'Allocation canadienne pour enfants, qui peut atteindre 7 437 \$ par an par enfant, est indexée chaque année au coût de la vie.
 - améliorer l'accès aux soins dentaires pour les enfants de moins de 12 ans grâce à la Prestation dentaire canadienne, et bientôt pour les enfants de moins de 18 ans grâce au Régime canadien de soins dentaires, car personne ne devrait avoir à choisir entre s'occuper de la santé dentaire de ses enfants et nourrir sa famille.

Liens connexes

- [Une chance équitable pour chaque génération](#)
- [Budget 2024 : Une chance équitable pour chaque génération](#)

Pour plus d'information



Gouvernement du Canada
165 Hôtel de Ville , Phase II, 11e étage
Gatineau Québec
Canada K1A 0J2
🌐 www.gc.ca